



Jean Valjean

# LA CRISE

Introduit par  
Mathieu Houle-Courcelles  
et Patrick Tillard

Montréal, 1922

Histoire et culture libertaire

1 Les Éditions Ruptures



# LA CRISE



# LA CRISE

Jean Valjean

(1922)

Introduit par  
Mathieu Houle-Courcelles  
Patrick Tillard

(2010)



Les éditeurs ont corrigé les coquilles évidentes apparaissant dans le texte original mais ont choisi de garder le style et la typographie d'époque.

Photo de la page couverture : « File de chômeurs en attente devant le refuge Meurling, à Montréal, durant les années 1930 » (source: site de la Ville de Montréal).

Photo à l'endos : « File d'attente de chômeurs près de l'entrée du refuge municipal Meurling, à Montréal, hiver 1930 » (source: site de la Ville de Montréal).

Ouvrage initialement paru sous le titre « La crise. Conférence donnée devant la Ligue des Sans-Travail » par Jean Valjean, vraisemblablement à compte d'auteur, à Montréal en avril 1922.

Première édition papier réalisée en mai 2010 par les Éditions Ruptures.  
Premier tirage: 100 ex.

Première édition en ligne en juin 2012 par les Éditions Ruptures.

Les Éditions Ruptures  
UCL a/s E.H.  
55051, CP Langelier  
Québec (Qc) G1K 9A4

[ucl@causecommune.net](mailto:ucl@causecommune.net)  
[www.causecommune.net](http://www.causecommune.net)

## TABLE DES MATIÈRES

INTRODUCTION .....	9
<i>par Patrick Tillard</i>	
À LA RECHERCHE D'UN AUTEUR .....	15
<i>par Mathieu Houle-Courcelles</i>	
POURQUOI LE PSEUDONYME DE JEAN VALJEAN ? .....	29
LA CRISE .....	33
<i>par Jean Valjean</i>	



**Patrick Tillard**

## INTRODUCTION

*Une chose est certaine : la fin du travail doit être à la racine de la conquête de l'histoire. Jamais il n'y a eu identité entre travail et créativité : au contraire, ce que l'action créative aspire à faire naître, le travail l'a enchaîné à de la pure coercition.*

Giorgio Cesarano

Tout est parti du livre « Sur les traces de l'anarchisme au Québec »<sup>1</sup>. Mathieu Houle-Courcelles y cherche en effet à *ouvrir* la réalité sensible d'un mouvement social québécois, à l'ouvrir à d'autres compréhensions, à un regard rétrospectif subversif encore largement escamoté, pour son profit, par l'idéologie nationaliste. Derrière le voile opaque de ce nationalisme, on aurait pu penser que les luttes au Québec avaient pris quelques retards irréversibles. C'est au contraire la dissimulation et la déformation d'expériences prolétariennes que révèle l'envers de cette politique nationale.

---

<sup>1</sup> Mathieu HOULE-COURCELLES, « Sur les traces de l'anarchisme au Québec », Montréal, Lux éditeur, 2008, 280 p.

Le défrichage de l'histoire sociale de la province montre qu'un certain degré d'extension de la conscience révolutionnaire s'est manifesté ici aussi et qu'il a eu devant lui les forces habituelles de la répression à combattre et à subir<sup>2</sup>. Des hommes et des femmes se sont battus pour transformer radicalement le monde, non pour l'aménager pour le bénéfice d'une classe et d'un pouvoir.

Parmi eux, Jean Valjean semblait un parfait inconnu, à peine cité par quelques chercheurs et universitaires. Mais un inconnu suffisamment séduisant pour tenter d'identifier sa trace et découvrir ses écrits ou ses prises de position.

Sa conférence intitulée « La crise » est pourtant un modèle d'intelligence et de finesse qui met en valeur, dans son temps, le discernement et l'intégrité dont fait preuve son auteur. On y lit toujours un profond respect des « sans-travail » et jamais la parole d'un meneur ou d'un chef. On ne trouvera dans ce texte nulle référence idéologique, nulle obédience, mais plutôt une défiance totale face aux unions<sup>3</sup> de l'époque et face aux politiques. En substance, le message de Jean Valjean délivré aux « sans-travail » est le suivant : *ne comptez que sur vous-mêmes. Travailleur ou*

---

<sup>2</sup> Si M. Houle-Courcelles a généreusement identifié des moments et des revendications anarchistes au Québec que l'on peut discuter, il faut noter que les sursauts de révolte qu'il a identifiés et les tentatives prolétariennes d'organisation qu'il mentionne possédaient une belle force d'irradiation. Le pouvoir de ces temps ne s'y est pas trompé, lui qui a combattu sans ménagement toute contestation et toute révolte. Hommage aux militants européens et slaves stupéfaits par les conditions d'exploitation pratiquées au Québec, évocation de luttes célèbres et d'autres quasi oubliées, ce livre témoigne des femmes et des hommes inspirés par des idéaux de liberté et qui ont luttés pour elle.

<sup>3</sup> NDE : Au Québec, les termes union et syndicat sont pratiquement synonymes jusqu'à la fin des années 1950, ce qui témoigne de la présence marquée du syndicalisme américain, les « unions internationales », dans la province.

*sans-travail, le résultat est le même : on vous exploite. N'écoutez que vos intérêts. Transformez ce monde radicalement. Ne reculez jamais !*

Son texte démontre amplement les conséquences de la crise, toujours obstinément les mêmes, pour les travailleurs, les minorités et les démunis quelles que soient les époques : chômage et pauvreté, angoisse du présent, peur de l'avenir, mystification, résignation sont en effet la norme pour les chômeurs de tous les temps.

Jean Valjean identifie les mobiles de la crise sociale de son temps et comment y répondre, comment en sortir, malgré les stratégies politiques du temps, l'autorité morale de l'Église, les compromis syndicaux, les mensonges des médias qui égarent, les conditions abjectes de la survie, le caractère idéologique du salariat, la fatalité du travail comme panacée, et enfin la menace de la guerre.

L'existence d'un tel texte témoigne qu'un pan du discours social au Québec a été, depuis, pratiquement effacé ou escamoté par le nationalisme québécois, à tel point qu'on peut se demander si des tendances révolutionnaires ou si des luttes et des revendications sociales ont existé au Québec, autres bien sûr que les grandes messes nationalistes.

Le travail de camouflage et de récupération effectué pour les besoins et les intérêts du nationalisme, a réorganisé l'histoire et concentré celle-ci autour de la figure du *Patriote*. La conception de l'évolution sociale tendue vers une prise de pouvoir nationaliste a tenté d'effacer l'existence et les mots d'ordre d'un *prolétariat*

et la signification réelle de luttes inconciliables avec l'idéologie nationaliste.

Cette dispersion empêche les générations actuelles de reconnaître la réalité réactionnaire du nationalisme et son identification actuelle avec le contraire de ce qu'il prônait en martelant l'idée d'une nouvelle ère sociale pour la fraction majoritaire d'une population francophone démunie, dominée par une classe dominante anglophone. Cette majorité francophone a maintenant obtenue d'être exploitée en français par sa propre bourgeoisie alors que son bras armé, le syndicalisme corporatiste, imposait fermement les termes d'un compromis social durable à travers le principe de la cogestion comme extension logique d'une idéologie dont les chefs syndicalistes étaient les principaux bénéficiaires. Le syndicalisme financier pouvait enfin naître, après avoir piétiné les traces des luttes réelles pour le plus grand bonheur de la petite et moyenne entreprise.

L'idéologie nationale a exalté son propre pouvoir en glorifiant sa propre hiérarchisation économique et sociale, résultat d'un affrontement qui contrôle aujourd'hui, avec fermeté, travailleurs et employés. Un marché en français, le monopole de la langue, ne signifient pas que quiconque y soit maintenant délivré de l'aliénation et de la hiérarchie sociale.

C'est pourquoi, dans le contexte similaire de la crise qui frappe à nouveau les travailleurs et les employés en ce début du XXI<sup>e</sup> siècle, il paraissait si important de publier ce texte de 1922 toujours aussi actuel dans ses conclusions.

Pour cela, Mathieu Houle-Courcelles a rassemblé présomptions et sources, sans toutefois pouvoir identifier avec certitude Jean Valjean. Toute contribution en ce sens sera bien entendu la bienvenue. Car on ne sait trop qui est ce Jean Valjean, et même pourquoi on se préoccuperait de lui à l'heure actuelle. Il est certain que nous sommes assez peu à le connaître, à avoir lu ses textes et à penser utile et même cohérent de publier ses écrits. Pour éclairer cette démarche, il est nécessaire de préciser qu'en matière de luttes, une histoire n'exclut pas l'autre. Dans cette matière, chacun d'entre nous doit s'appuyer *aussi* sur l'exemplarité et la radicalité des analyses et des luttes passées, sur les conceptions dialectiques de ces luttes révolues pour les besoins de cette gigantesque entreprise de changements radicaux. Leurs expériences, leur savoir faire nous sont importants sinon cruciaux.

La mémoire historique ne doit pas être abandonnée aux écrans chatoyants du kitsch.

Il appartient aux révolutionnaires de revivifier cette mémoire et de rendre vivante sa force pratique, ce qu'elle porte en elle de conscience nouvelle et de praxis adaptées. Le texte de Jean Valjean, texte qui ne manque vraiment pas de discernement, devait ainsi être mis à la disposition de tous, et particulièrement de ceux qui, au Québec, se soucient de transformer radicalement le monde.

**CHERTÉ DE LA VIE**

ET

**PROBLÈMES**

**ÉCONOMIQUES ET SOCIAUX**

PAR

**JEAN VALJEAN II**

=====  
**PRIX, 10 CENTINS**  
=====

**Montréal, 9 Novembre 1913.**

Figure 1 : Couverture de la brochure de 1913

## Mathieu Houle-Courcelles

### À LA RECHERCHE D'UN AUTEUR

Qui se trouve derrière le pseudonyme de Jean Valjean? La question mérite d'être posée, d'autant plus qu'elle nous amène sur une piste inattendue, celle d'un intellectuel en rupture de banc avec son milieu.

Dans leur ouvrage « Pseudonymes canadiens » publié en 1936, Francis-J Audet et Gérard Malchelosse indiquent que le pseudonyme de Jean Valjean a été utilisé par un journaliste montréalais, Jean René de Cotret, pour signer des articles dans le journal *Le Canada* vers 1922<sup>4</sup>. On retrouve également la signature de Jean Valjean dans d'autres publications comme *Le Pays*<sup>5</sup>. Ces deux journaux ont un point en commun : leur filiation avec les milieux libéraux « progressistes » de leur époque respective<sup>6</sup>. Mais Audet et Malchelosse restent muets sur les autres écrits de Jean Valjean, dont le contenu cadre mal avec le ton plutôt modéré de ces publications. Il faudra attendre 1971 avant qu'un autre auteur, le libraire Bernard Amtmann, attribue à Jean René de Cotret la

---

<sup>4</sup> Francis-J AUDET et Gérard MALCHELOSSE, « Pseudonymes canadiens », Montréal, G. Ducharme Libraire-Éditeur, 1936, p. 138.

<sup>5</sup> *Le Pays*, 17 mai et 24 mai 1913.

<sup>6</sup> *Le Pays* a été publié de 1910 à 1921 et *Le Canada* de 1903 à 1954.

paternité des brochures « Cherté de la vie » et « La crise », sans toutefois fournir plus d'explication<sup>7</sup>.

Qui est Jean René de Cotret? Dans son édition du 25 février 1932, le journal *La Patrie* nous donne un peu plus de détails sur sa vie :

M. René de Cotret faisait partie de la rédaction du *Canada* depuis seize ans révolus. Entré dans ce journal en février 1916, il ne l'a jamais quitté. Il devint par la suite rédacteur politique et occupait en particulier le poste de chroniqueur parlementaire à Québec depuis deux ans (...). Né à Montréal le 31 mai 1896, de feu J.A. René de Cotret et d'Euphémie Laframboise, M. Jean René de Cotret y a toujours demeuré. Jeune homme, il se destinait surtout vers l'architecture mais opta finalement pour le journalisme.

Au *Canada*, de Cotret « a occupé successivement tous les postes, commençant par celui de traducteurs [sic] des dépêches, pour finir rédacteur politique »<sup>8</sup>. Il est entré au journal quelques jours à peine après la mort de son père. Celui-ci avait travaillé comme journaliste et directeur de l'information pour *La Patrie*, puis pour *La Presse*<sup>9</sup>.

Le 1<sup>er</sup> mars 1932, Jean René de Cotret devient secrétaire de la Commission des tramways de Montréal, un organisme municipal chargé de superviser le contrat accordé par la municipalité à

---

<sup>7</sup> Bernard AMTMANN, « Contribution to a Short-Title Catalogue of Canadiana », Volume 2, Montréal, s.e., 1971, p. 240.

<sup>8</sup> *Le Canada*, 25 février 1932.

<sup>9</sup> J-Alphonse René de Cotret est le frère du médecin Elphège-Adelbert René de Cotret, obstétricien et auteur de plusieurs romans sous le pseudonyme de René Detertoc.

la *Montreal Tramway Company*<sup>10</sup>. Il a pour tâche de rédiger le compte-rendu des assemblées de la Commission et d'effectuer une revue de presse quotidienne. Jean René de Cotret demeure à cet emploi jusqu'à sa mort le 21 juillet 1939. Terrassé par une crise cardiaque, il laisse dans le deuil son épouse, Eliane Piette. Le couple n'a pas d'enfant.

Aussi surprenante qu'elle puisse être, cette piste est plausible d'un point de vue chronologique. Une concordance existe entre la publication des deux brochures et l'apparition de textes signés du même pseudonyme dans différents journaux auquel Jean René De Cotret a pu collaborer. Au mois de mai 1913, une série d'articles de Jean Valjean est publiée dans l'hebdomadaire *Le Pays*. Six mois plus tard, la brochure « Cherté de la vie et autres problèmes économiques et sociaux » est diffusée à Montréal. En 1922, de nouveaux textes apparaissent dans les pages du quotidien *Le Canada*. Au mois d'avril, un autre texte intitulé « La crise » commence à circuler. Puis, c'est le silence : Jean Valjean disparaît de la carte.

Un autre élément vient appuyer cette hypothèse. En vieil argot français, un cotret (ou cotteret) est un « forçat libéré », tout comme Jean Valjean dans le roman de Victor Hugo. Mais comment expliquer qu'un jeune intellectuel, issu de la bonne société et destiné à une brillante carrière, puisse s'être compromis de la sorte en écrivant des brûlots attaquant à la fois les fondements du système capitaliste et l'autorité du clergé, mais aussi ses propres

---

<sup>10</sup> À ce sujet, voir l'article « Quelques notes historiques sur la Commission des tramways de Montréal » disponible à l'adresse suivante : [www.stm.info/en-bref/ancetre7.htm](http://www.stm.info/en-bref/ancetre7.htm).

privilèges de classe? Dans « La crise », Jean Valjean répond en partie à cette question :

Le grand argument du système actuel c'est la liberté individuelle, l'initiative privée, la vie autonome et indépendante. On prétend laisser à chacun le choix de sa carrière, l'emploi qui lui plaît de ses aptitudes, de son temps et de ses ressources. Quelle fumisterie, quelle immense blague! Tous et chacun de nous sommes esclaves de conditions et d'événements qui échappent totalement à notre direction et à notre influence. Par la force des choses et sans que nous puissions faire autrement, nous suivons un sentier qui nous est tracé par notre naissance, les circonstances qui nous entourent et les influences que nous subissons. Notre liberté est un mythe, nos désirs sont des rêves. Nous marchons comme des automates, aiguillonnés par nos besoins entraînés par les événements, bousculés par les accidents, avec les forces et les talents que les hasards de la naissance nous ont donnés. Ceux qui attribuent à leur seul mérite le succès de leur carrière devraient réfléchir qu'il aurait suffi, à chaque jour de leur vie, d'un seul microbe ou d'une paille en croix pour ruiner leurs entreprises et les faire rouler dans la poussière<sup>11</sup>.

« Qui donc est libre? » demande Jean Valjean. « Libre, l'artiste, l'homme de lettre, qui doit étouffer son idéal de beauté, de vérité et de justice, et mettre son art ou sa plume au service d'intérêts vulgaires et mesquins? »<sup>12</sup>. De toute évidence, la réponse est non. D'où peut-être cette volonté de prendre la parole pour revendiquer haut et fort une parcelle de liberté.

Si cette thèse se confirme, cela voudrait dire que Jean René de Cotret aurait publié ses premiers textes à l'âge de 17 ans, ce qui

---

<sup>11</sup> Jean VALJEAN, « La Crise », Montréal, s.e., 1922, p. 26.

<sup>12</sup> Ibid, p. 27.

serait plutôt exceptionnel si l'on s'attarde à leur contenu et leur diffusion. Il ne faut donc pas exclure l'hypothèse que nous soyons en présence d'auteurs différents partageant un même pseudonyme. Le moins qu'on puisse dire, c'est que le mystère entourant Jean Valjean n'est pas encore éclairci.

### CHERTÉ DE LA VIE

Avant de publier « La crise », Jean Valjean fait paraître le 9 novembre 1913 un texte intitulé « Cherté de la vie et autres problèmes économiques et sociaux ». Vendues 10 cents, cette brochure de 43 pages aurait bénéficié d'un tirage important (2000 copies) bien qu'elle était, semble-t-il, introuvable en librairie<sup>13</sup>.

Avec « Cherté de la vie », Jean Valjean contribue aux débats qui agitent la société québécoise dans les mois qui précèdent le début de la Première Guerre mondiale. À cette époque, le problème de la « vie chère » est sur toutes les lèvres. Pendant que le coût des produits de première nécessité (comme la nourriture et les vêtements) monte en flèche, la « disette » des logements fait craindre aux locataires une augmentation importante du prix des loyers. Alors que la plupart des observateurs peinent à trouver les causes exactes de cette crise, Jean Valjean prend un certain recul pour expliquer « le problème de la vie chère » :

Il semblerait naturel que [le] progrès prodigieux que l'homme a accompli dans l'art de produire et de distribuer les choses dont il a besoin eussent découlé une abondance et une facilité de vivre

---

<sup>13</sup> Arthur SAINT-PIERRE, « L'Utopie socialiste II : Réponse à Jean Valjean II », Montréal, Secrétariat de l'École sociale populaire, 1914, p. 1.

correspondantes; que la misère et les privations inévitables pour nos ancêtres, qui étaient obligés d'arracher leur nourriture à la terre, presque avec leurs ongles, nous fussent inconnues. Pourtant il n'en n'a pas été ainsi. À la grande majorité des hommes, cette facilité de production et de distribution n'a apporté ni diminution du travail, ni accroissement de confort; la lutte pour l'existence est toujours de plus en plus âpre, de plus en plus rude; la vie est de plus en plus chère, c'est à dire que la quantité de richesse que l'on peut se procurer par une journée de travail diminue constamment (...) Puisque le travailleur produit plus qu'autrefois et qu'il ne reçoit pas davantage, c'est donc que la différence s'en va ailleurs et qu'il en est dépouillé<sup>14</sup>.

Pour expliquer où s'en va la richesse qui est volée aux travailleurs, Valjean s'applique à décrire le fonctionnement du système capitaliste. Son analyse reprend essentiellement les éléments clés de l'analyse marxiste : le capitalisme est caractérisé par la propriété privée des moyens de production. Cette production ne sert qu'à générer des profits qui sont ensuite accaparés par une minorité possédante, alors que ces profits sont le fruit du travail de la masse des travailleurs. « Le grand problème de notre temps, explique Jean Valjean, c'est la répartition [inéegale] de la richesse »<sup>15</sup>. Il faut par conséquent restituer la richesse capitaliste à ses légitimes propriétaires, c'est à dire aux prolétaires qui l'ont produite.

Dans sa course aux profits, le capitalisme engendre toute une panoplie de « maux sociaux » qui pourraient être endigués si

---

<sup>14</sup> Jean VALJEAN II, « Cherté de la vie et autres problèmes économiques et sociaux », Montréal, s.e., 1913, p. 3-4.

<sup>15</sup> Ibid, p. 16.

l'intérêt collectif primait sur l'intérêt individuel. Valjean identifie notamment les accidents de travail, la prostitution, l'insalubrité des logements, la « paix armée » et la guerre. Si l'on favorisait l'intérêt social au détriment du désir d'exploiter les autres, on pourrait se débarrasser de ces problèmes. La solution proposée par Valjean : la « collectivisation » des instruments de travail, c'est à dire des moyens de production. Selon lui, la société ne doit reconnaître comme propriété individuelle que ce qui vient de l'individu. « Rien de ce qui est nécessaire à la société ne peut être propriété individuelle » tranche Valjean.

Valjean cherche à démontrer que le socialisme n'est pas une utopie, un rêve irréalisable, mais bien le sens vers lequel l'humanité évolue. À ceux qui s'opposent en brandissant l'intérêt individuel et l'initiative privée comme piliers de la société, Valjean offre cette réponse : « L'édifice social, lézardé et vermoulu, s'est maintenu jusqu'ici, non par l'intérêt individuel, mais en dépit de lui, par ce que les hommes ont de commun et de socialisé, sans quoi la vie commune ne serait pas supportable et chacun voudrait fuir au loin, dans quelque île [sic] déserte, pour y vivre comme Robinson »<sup>16</sup>. Tout comme le théoricien anarchiste Pierre Kropotkine (1842-1921), Valjean considère que « le principe de la coopération et de l'entraide, principe fécond et bienfaisant, [est] la cause et la source de tout ce qui est de bien et de bon dans le monde »<sup>17</sup>.

Mais contrairement à Kropotkine, Valjean adopte une position typiquement collectiviste plus proche des idées exposées par le penseur anarchiste Michel Bakounine (1814-1876) lorsqu'il s'agit de décrire les mécanismes de redistribution de la richesse. Dans

---

<sup>16</sup> Ibid, p. 16.

<sup>17</sup> Ibid, p. 42.

une société socialiste, précise-t-il, « nul ne pourrait puiser dans le fonds social sans y avoir apporté un équivalent »<sup>18</sup>. Qui plus est, « la rémunération [serait] proportionnelle à la somme de travail fournie, aux services rendus ou à la quantité de richesse produite »<sup>19</sup>. Sa conception du socialisme autogestionnaire (« les conditions de travail ne seraient plus contrôlées par des capitalistes n'ayant en vue que leur profit, mais par les travailleurs eux-mêmes »<sup>20</sup>) accuse donc un certain retard par rapport au mouvement anarchiste européen, lequel a majoritairement choisi de remplacer le modèle collectiviste par le principe communiste après 1876 (bien que l'idée collectiviste soit restée bien vivante, notamment en Espagne, jusqu'au début des années 1930).

Dans sa conclusion, Valjean s'attarde à expliquer la transformation de la société capitaliste en une société collectiviste en terme de rapport de pouvoir :

Si un jour la majorité, comprenant que les lois actuelles [...] bénéficient exclusivement à la petite minorité de possédants, retirait son consentement et sa protection à la propriété capitaliste, que resterait-il aux capitalistes?<sup>21</sup>.

Selon Valjean, leur expropriation est parfaitement légitime :

Il n'y [a] pas lieu de s'apitoyer sur le sort des spoliés. La spoliation dont ils seront victimes sera cent fois plus douce que celle dont ils sont les auteurs. Le capitalisme dépouille la masse des travailleurs du fruit de leur labeur et les réduit à la misère;

---

<sup>18</sup> Ibid, p. 23.

<sup>19</sup> Ibid, p. 23.

<sup>20</sup> Ibid, p. 23.

<sup>21</sup> Ibid, p. 40-41.

le socialisme dépouillera les capitalistes de richesses qu'ils ont arrachées aux travailleurs et qui leur sont inutiles et nuisibles, et les mettra à même de participer aux avantages d'une société infiniment supérieure<sup>22</sup>.

La réponse au problème de la cherté de la vie, comme aux autres maux de l'humanité, réside dans la disparition du système capitaliste :

(...) Tout homme sans préjugé et loyal ne peut réfléchir sur le problème économique sans condamner le capitalisme et reconnaître que le socialisme est, au degré d'évolution où nous sommes arrivés, le seul système économique possible. C'est pourquoi, malgré la couche épaisse de préjugés, de fausses représentations et de mensonges sous laquelle on cherche à étouffer l'idée, elle avance irrésistiblement, et c'est là le seul point lumineux au sombre horizon de nos destinées<sup>23</sup>.

## LA RÉPONSE DU CLERGÉ

La brochure de Jean Valjean ne passe pas inaperçue. En 1914, le clergé lui répond par l'entremise de l'un de ses intellectuels de choc, le journaliste Arthur Saint-Pierre (1885-1959). Ce dernier est l'un des fondateurs de l'École sociale populaire, laquelle s'inscrit dans la démarche initiée en 1891 par le pape Léon XIII à travers l'encyclique « Rerum Novarum ». Fondée en 1911 à Montréal, l'École sociale populaire servira à diffuser au Québec la doctrine sociale de l'Église, fer de lance contre le socialisme et les idées de gauche en général. Son rôle principal est de former

---

<sup>22</sup> Ibid, p. 41-42.

<sup>23</sup> Ibid, p. 43.

des militants catholiques sur des sujets variés, afin que ceux-ci puissent intervenir par la suite dans leurs milieux respectifs.

D'entrée de jeu, Arthur Saint-Pierre explique les raisons qui justifient cette « Réponse à Jean Valjean II » :

C'est avec des arguments ni plus, ni moins sérieux que ceux de Jean Valjean II, que le socialisme dans d'autres pays, a gagné les masses; que deux mille brochures (tirage de la « Cherté de la Vie », m'affirme-t-on), habilement distribuées et passées de main en main par des zélés dévoués, peuvent atteindre un public considérable et faire un mal énorme; que les lecteurs de ces deux milles brochures, en contact avec des milliers de personnes, peuvent devenir des propagandistes zélés des idées qu'ils y auront puisées, et qu'enfin, il importe donc souverainement de mettre le remède à côté du poison ou, pour parler sans métaphore, la vérité à côté de l'erreur<sup>24</sup>.

Comme l'explique Saint-Pierre, « (...) pour répondre à une brochure de propagande socialiste, c'est une brochure de propagande anti-socialiste qu'il faut, et c'est ce que je me suis attaché à faire »<sup>25</sup>. L'auteur attaque de façon décousue (ce qu'il admet volontiers) certaines idées développées par Valjean, comme l'analyse matérialiste ou encore l'esclavage salarié. Pour critiquer Valjean, Saint-Pierre se contente souvent de citer en long et en large des auteurs européens comme le leader socialiste français Jules Guesde (1845-1922) afin de démontrer le caractère soi-disant mensonger, liberticide et antireligieux des principes socialistes. À l'occasion, il ajoute des affirmations de son cru : « la grande majorité des socialistes, grands et petits, préconisent

<sup>24</sup> SAINT-PIERRE, *op. cit.*, pp. 1-2.

<sup>25</sup> *Ibid*, p. 2.

l'abolition de la famille, institution "capitaliste, propriétaire" ! et son remplacement par "l'amour libre" ou le "mariage collectif", qui n'est en pratique, qu'un nom différent donné à la même chose malpropre »<sup>26</sup>.

De façon significative, le concept de socialisation devient, pour Saint-Pierre, synonyme de nationalisation; s'en suit un glissement vers une critique du socialisme d'État qui met en relief les aspects problématiques du totalitarisme et de la bureaucratie. Or, jamais Jean Valjean ne parle dans sa brochure d'étatisation de l'économie, ni du rôle de l'État dans une société collectiviste! C'est ce qui confère d'ailleurs à ses écrits un caractère singulièrement libertaire par rapport aux idées traditionnellement admises par la gauche politique. Cette erreur de Saint-Pierre s'explique sans doute par son point de vue sur l'anarchisme. Citant un auteur socialiste autrichien, qui indique que l'égalité économique complète ne serait concevable que dans la société anarchiste, Saint-Pierre ajoute : « Parler de "société anarchiste" c'est dire une monumentale bêtise, car l'idée de société comporte l'idée d'organisation, de discipline, dont l'anarchie est la négation absolue »<sup>27</sup>. À défaut d'être originale, la « Réponse » d'Arthur Saint-Pierre permet de constater à quel point les écrits de Jean Valjean ont pu alerter et inquiéter les autorités catholiques à cette époque.

## LA CRISE

Il faudra attendre près de 10 ans avant que Jean Valjean ne refasse surface avec une nouvelle brochure intitulée « La crise ». Le titre fait écho à la conjoncture économique et sociale qui affecte

---

<sup>26</sup> Ibid, p. 23.

<sup>29</sup> Ibid, p. 25.

alors la société québécoise. De 1920 à 1924, une crise économique frappe la plupart des pays occidentaux. La « prospérité » artificielle créée par la guerre s'est effondrée, la reconversion de l'industrie de guerre s'avérant particulièrement compliquée. Le Québec n'échappe pas au marasme ambiant :

Durant ces années difficiles, le chômage, les diminutions de salaires, la réduction du nombre d'heures de travail hebdomadaires affectent douloureusement l'ouvrier québécois. Comme au XIX<sup>e</sup> siècle, c'est la ronde infernale de la misère, de l'endettement, du recours à l'usurier ou au prêteur sur gages... et à l'émigration. À la ville comme à la campagne, les signes extérieurs de la crise sont visibles partout<sup>28</sup>.

Si la situation se rétablit peu à peu à partir de 1925, cette crise en annonce une autre, encore plus dévastatrice, celle de 1929.

Publiée au mois d'avril 1922, « La crise » est la retranscription d'une conférence prononcée devant la Ligue des sans-travail. On sait peu de chose de ce groupe, si ce n'est qu'une association (« de tendance communiste »<sup>29</sup>) portant le même nom se réunissait au début des années 1930 dans un local sur la rue Prince-Arthur Est à Montréal où elle organisait des conférences hebdomadaires<sup>30</sup>. Le succès de « La crise » est tel qu'un deuxième tirage sort la même année, ce qui porte à 4000 le nombre copies imprimées<sup>31</sup>.

---

<sup>28</sup> Serge COURVILLE (dir.), « Atlas historique du Québec : Population et territoire », Québec, Presse de l'Université Laval, 1996, p. 130.

<sup>29</sup> Ferdinand COITEUX, « Révérend Père Archange Godbout, O.F.M. », Montréal, Éditions franciscaines, 1957, p. 29.

<sup>30</sup> Ibid, p. 29.

<sup>31</sup> À ce sujet, voir le fichier Gonzague-Ducharme disponible à l'adresse suivante : [bibnum2.banq.qc.ca/bna/fduch/V/Valj/2579707\\_0223149.jpg](http://bibnum2.banq.qc.ca/bna/fduch/V/Valj/2579707_0223149.jpg)

Signe des temps, la brochure est toujours diffusée en 1931 dans les milieux radicaux de Montréal, notamment à l'Université ouvrière animée par le socialiste anti-autoritaire Albert Saint-Martin<sup>32</sup>. Et Jean Valjean? On perd sa trace, une fois de plus.

À la lecture du texte de Valjean, certains seront frappés par la justesse et l'actualité de son propos. Sa description de la société de classes est remarquable, tout comme son analyse du système capitaliste compris comme « une agglomération d'exploitations qui s'enchaînent et se tiennent ». Par contre, on ne peut s'empêcher de constater le décalage qui existe entre certains des thèmes abordés par l'auteur (comme par exemple la place accordée aux femmes ou la confiance quasi absolue dans le développement illimité des ressources productives) et l'approche privilégiée aujourd'hui dans les milieux libertaires. Les perspectives féministes et écologistes ont - heureusement - fait beaucoup de progrès et se retrouvent maintenant au coeur des débats qui animent le mouvement anarchiste. Ceci étant dit, ces quelques remarques n'enlèvent rien à la pertinence du texte, ni à la force de sa charge critique. Cette réédition, nous l'espérons, lui permettra de trouver un nouveau public.

---

<sup>32</sup> HOULE-COURCELLES, *op. cit.*, p. 144.



Figure 2 : Caricature parue dans *La Presse*, à l'occasion de la nomination de Jean René de Cotret à la Commission des tramways de Montréal.

## POURQUOI LE PSEUDONYME DE *JEAN VALJEAN* ?

Le nom de Jean Valjean utilisé par le signataire de « La crise » est à même de surprendre. Bien qu'on lise moins Victor Hugo au XXI<sup>e</sup> siècle qu'au XX<sup>e</sup> siècle, il fut abondamment lu et considéré de son vivant comme un ami des pauvres et des ouvriers et son œuvre fut dans l'ensemble une question posée à la misère et un hymne aux démunis. Notamment dans « Les Misérables ».

Il n'est donc pas étonnant qu'un des principaux personnages issu de son roman « Les Misérables », personnage dont l'itinéraire littéraire a profondément marqué les consciences de son temps, soit repris par la suite en Amérique du Nord sous la forme d'un pseudonyme. Cette continuation apparaît ici comme un hommage rétrospectif.

L'itinéraire de Jean Valjean justifie cette reprise et valide en quelque sorte ce qui réside de mémoire et de lutte dans le texte de « La crise ». L'injustice, la lutte, une puissante nécessité intérieure participent du personnage Jean Valjean. Ce sont ces valeurs et quelques autres qui ont sans doute séduit l'auteur de « La crise ».

Rappelons très rapidement les débuts de l'histoire de Jean Valjean dans « Les Misérables » : Jean Valjean est très tôt orphelin.

Il ne sait ni lire ni écrire et gagne peu en tant qu'émondeur. Par un temps d'hiver particulièrement rigoureux, il vole un pain pour nourrir sa fratrie. Pris, il sera condamné à 5 ans de bagne. L'engrenage commence. Repris à chaque tentative d'évasion, il est condamné à nouveau. Les prolongations de peine s'ajoutent et l'indomptable Jean Valjean fera 19 ans de bagne. Libéré, il commence alors le long trajet de sa rédemption au milieu des problèmes sociaux de son temps, notamment de la guerre civile et révolutionnaire de la Commune de Paris vue par Victor Hugo.

Avec ses capacités à la dissimulation, son obstination et ses qualités humaines, Jean Valjean a marqué de son empreinte poétique et littéraire les esprits de son temps. Mais comme nous le constatons avec l'auteur de « La crise », sa marque dans les consciences s'est déplacée dans le monde et particulièrement chez les animateurs d'un mouvement ouvrier au Québec.

Quant à l'usage du pseudonyme en matière sociale ou culturelle, il est en effet fréquent dans les milieux littéraires et artistiques mais il est aussi utilisé, par mesure de sécurité ou par esprit romantique, chez les révolutionnaires et les agitateurs du mouvement social. Son choix est bien sûr déterminé par les valeurs de la figure originelle, quelle soit littéraire, historique, sociale, etc. Le mouvement ouvrier fut un terrain d'élection fécond pour l'utilisation des pseudonymes. La sécurité et la dissimulation, voire la clandestinité, furent, nous l'avons dit, des critères importants de leur fonction première dans le cadre d'un mouvement social objet d'une répression violente et systématique. Le romantisme quasi inhérent à tout projet utopique, accentué à son tour l'habitude de cet usage. Enfin, il faut souligner le lien fort entre les activités, sociales dans notre cas, en vertu desquelles le

pseudonyme a été choisi et les raisons propres à sa reprise, c'est à dire sa figuration, son écho et son amplification dans la mémoire culturelle, historique ou sociale.

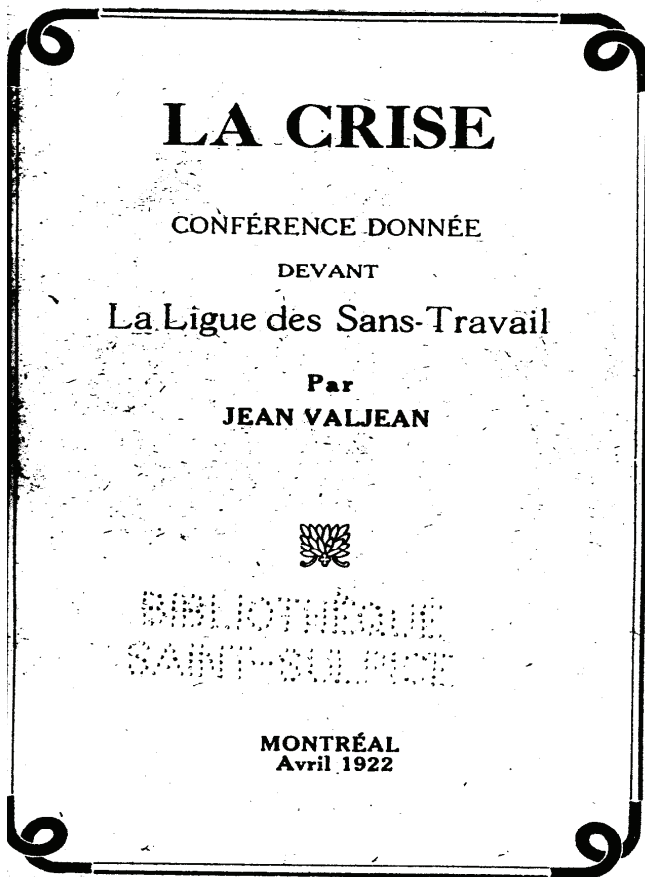


Figure 3 : Couverture de la brochure de 1922  
(1<sup>ère</sup> édition)

**Jean Valjean**

## LA CRISE

Votre invitation de venir vous faire une conférence, ai-je besoin de le dire, m'a flatté et honoré, et sous l'empire de ce sentiment j'ai accepté, sans songer bien sérieusement à la tâche que j'assumais. Au moment de prendre la parole, se présentent à mon esprit des difficultés nombreuses qui ne sont pas sans me faire regretter la légèreté de mon engagement.

Je sens bien que je ne suis guère l'homme de la circonstance, puisque je n'ai aucun remède à offrir à la pénible situation où vous êtes, aucun soulagement à apporter à vos maux. Cependant, l'oisiveté forcée n'est pas pénible uniquement par la pauvreté et les privations qui s'en suivent, mais aussi et autant peut-être par l'ennui et le découragement qui accompagnent toujours le désœuvrement. Étant sans argent, toutes les portes vous sont fermées, et votre foyer, nécessairement triste, ne doit pas vous offrir beaucoup de consolations. Pourtant, il vous faut tuer le temps, si vous ne voulez pas que le temps vous tue. Je vais essayer de vous faire dépenser une heure, ce sera toujours autant de pris sur l'ennemi. Je n'ai rien à vous dire qui soit d'une utilité pratique immédiate, mais je vais tenter de vous intéresser par quelques réflexions sur la crise, sur notre vie sociale et économique, et l'indication de ce que je

crois être la route à suivre pour sortir de nos misères. Mes idées ne sont pas celles de tout le monde, quelques-uns en seront peut-être scandalisés, mais j'estime que toute opinion de bonne foi a le droit de s'exprimer. Les opinions libres sont rares, je puis vous assurer que les miennes possèdent au moins cette qualité. Je ne suis inféodé à aucun parti, je ne suis dominé par aucun intérêt et je plaide une cause pour laquelle personne ne paie.

Bonne semence ou mauvaise graine, je jette ces quelques idées au vent. Je n'ignore pas qu'un seul germe sur plusieurs mille prend racine et se développe ; qu'importe, dans cette loterie, je tire mon numéro. Si la semence est bonne, elle pourra faire quelque bien ; si elle ne l'est pas, elle ira se perdre avec la multitude d'autres idées fausses et des foins fous qui pullulent dans les marécages de la pensée humaine.

S'il s'agissait de parler à de bons ouvriers unionistes, internationaux ou canadiens, catholiques ou neutres, qui attendent encore de leur Union, après un siècle, le redressement de tous les torts et des remèdes à tous les maux, à qui l'on prêche assidûment l'harmonie entre le capital et le travail, la soumission aux lois, le respect des droits acquis, la patience et la résignation, le mépris des biens de la terre, une vie future éternelle pleine de félicité pour les pauvres et de tourments pour les riches, je ne serais pas en peine pour leur démontrer la futilité de leur espoir et l'imposture dont ils sont victimes.

Je leur dirais que de l'unionisme, qui a vu depuis cent ans le déséquilibre économique et social s'accomplir en même temps que son propre développement, qui a été le témoin passif et impuissant de la marche des choses qui nous a conduits là où nous sommes, on ne peut rien attendre.

Je leur dirais : la seule harmonie possible entre le capital et le travail est celle qui existe entre le loup et l'agneau, entre la poule et le renard. Le capital est un animal féroce, sans cœur ni âme, qui n'est ni carnivore ni herbivore, mais « travaillivore » ; il ne connaît d'autres lois que son appétit vorace. Cet animal est plus cruel et plus mesquin que le lion, lequel, après avoir assouvi sa faim, abandonne le gibier à d'autres chasseurs, puisque, lorsqu'il a absorbé la quantité de travail que son estomac peut digérer, il interdit à quiconque de mettre la main sur son butin et laisse sécher sur place le surplus de nourriture qu'il ne peut lui-même consommer. L'essence même de la vie du capital c'est l'exploitation du travail ; c'est ce qui l'a constitué et fait naître, c'est ce qui l'entretient et l'engraisse ; l'exploitation est son principe, sa raison d'être, sa passion et sa loi ; il exploite comme le poisson nage, comme l'oiseau vole, comme le serpent rampe.

Et cette exploitation ne peut être ni tendre ni clémente, elle est avare, brutale et sans pitié, en vertu même des lois fondamentales et constitutionnelles du capitalisme. S'il cessait d'exploiter le travail, le capital cesserait d'exister.

Les capitalistes se font entre eux une guerre à mort, et la victoire est à ceux qui savent extraire du travail les plus gros profits.

Le capitalisme est une agglomération d'exploitations qui s'enchaînent et se tiennent, et la moralité normale de l'ensemble est établie par celle de ses pires éléments, comme la force de la chaîne est celle de son plus faible chaînon, comme la cruauté de la guerre descend au niveau du combattant le plus cruel. C'est une question de vie ou de mort, et de même que les alliés auraient

succombé s'ils n'avaient adopté les gaz asphyxiants, de même les capitalistes qui reculeraient devant certaines cruautés ou d'autres s'aventurent ne combattraient plus à armes égales et bientôt périraient.

Partant, prêcher au travail la paix et la bonne entente avec le capital, c'est comme si l'on disait au poussin, à l'agneau et à la gazelle, quand le renard, le loup et le tigre sont là, le ventre affamé, les yeux flamboyants et le museau ouvert, reniflant voluptueusement l'odeur de la chair et du sang, prêts à bondir sur la proie : Soyez sages, soyez conciliants avec les autres animaux; chacun a ses droits, chacun a ses devoirs, chacun a son rôle et sa place dans le royaume des bêtes<sup>33</sup>.

L'harmonie entre le capital et le travail est une utopie, un non-sens et ceux qui la prêchent sont ou des niais ou des fourbes.

En dépit de l'encyclique de Léon XIII, *Rerum Novarum*, le travail est resté pour le capital une proie à dévorer, une matière première dont on fabrique le profit, et rien autre chose. Les « Semaines Sociales », les sermons du carême et l'A. C. J. C.<sup>34</sup> n'empêche pas la meule capitaliste de moudre son grain ; tous ensemble ils n'ont pas empêché un seul tour de roue.

Le capital peut-il être l'ami du travail ? L'ami du travail, lui qui dans sa poursuite du profit ne recule devant aucune calamité,

---

<sup>33</sup> La paix règne et le silence se fait quand le fauve a maîtrisé la pauvre créature et qu'il peut à loisir, sans résistances et sans cris, sucer son sang et extirper sa vie. Ce sont les multitudes d'enfants faméliques, de femmes épuisées et de travailleurs inorganisés, que l'on trouve dans les sweat-shops, les fabriques, les magasins ou à domicile, et qui, sans protester parce qu'ils n'en ont pas la force, se soumettent à des conditions de travail et de salaire qui rongent leur vitalité. Partout où le travail est assez fort, c'est la guerre. (Note de l'auteur)

<sup>34</sup> NDE: Association catholique de la jeunesse canadienne française.

devant aucune horreur ! N'a-t-il pas parqué la moitié de l'humanité dans d'immenses bergeries appelées cités ? N'a-t-il pas arraché la mère et l'enfant du foyer pour les envoyer dans les usines, les boutiques et les sweat-shops ? Ne fait-il pas périr tous les jours dans ses geôles empestées et ses taudis infects des milliers de travailleurs ? N'a-t-il pas répandu dans le monde l'alcool et l'opium, la cocaïne et la morphine ? N'a-t-il pas anémié les individus, abâtardi la race, diminué la stature humaine ? N'a-t-il pas déclenché la guerre et fait égorger des millions d'hommes pour maintenir sa suprématie ? Ne s'est-il pas engraisé, gorgé de richesses, par cette guerre, faisant profit sur la vie et l'équipement des soldats qui combattaient pour lui, fraudant sur la quantité, trichant sur la qualité, traître, qui poignardait dans le dos ceux qui souffraient et mouraient pour lui conserver son patrimoine, et profitait de leur absence pour pressurer leurs familles abandonnées à sa tendre merci ; sans parole et sans foi, qui leur promettait au retour mer et monde et n'a pour eux aujourd'hui que du mépris.

Le capital ne va-t-il pas, partout et toujours, d'instinct et irrésistiblement, où est le profit, que ce profit soit dans le sang ou dans la fange, dans la bassesse ou la trahison, dans la corruption des âmes ou la détérioration des corps ? Le mensonge et l'hypocrisie, la tricherie et la fraude ne sont-ils pas ses moyens ordinaires, ses méthodes acceptées et admises ? Qu'est-ce que l'annonce, qu'est-ce qu'une campagne de presse, sinon un mensonge des millions de foi répété pour façonner l'opinion selon les intérêts de ceux qui paient.

Toutes les façades, tous les mottos, toutes les déclarations de principes ne sont-ils pas des masques et des hypocrisies ? Souveraineté du peuple - Égalité devant la loi - Dévouement aux

intérêts publics - Les intelligents électeurs - Les bien aimés soldats - La reconnaissance de la patrie - Nos chers lecteurs - Nos bons clients - Notre unique souci de servir le public, de plaire à notre clientèle - Le prospectus du financier, l'éloquence de l'avocat, le sourire du commis, la poignée de main du marchand, le clin d'œil de la cocotte, et toutes les protestations, les courbettes et les grimaces dont s'agrémentent la transaction des affaires publiques ou privées ne sont que des blagues conventionnelles qui ne trompent plus que les badauds ; sous ce vernis, usé et sali, pas loin de la surface, on trouve partout la même réalité : le désir et la volonté d'exploiter les autres.

Ceux qui promettent aux travailleurs la meilleure part dans l'autre monde sont ceux-là même qui la prennent ici en toute occasion. Ils n'ont jamais fait un mauvais marché avec les travailleurs, c'est même pour cela qu'ils sont riches et que vous êtes pauvres. Songez donc, ce sont ceux qui habitent les riches palais, les somptueux hôtels, qui se promènent dans les wagons privés et les limousines, s'habillent de soie et de dentelles, se nourrissent et s'abreuvent des mets les plus exquis et des vins des meilleurs crûs, et accaparent tout ce que la nature, les sciences, les arts et l'amour peuvent offrir de beautés à l'esprit, de jouissances à tous les sens, pendant qu'ils vous relèguent dans les « slums » et les taudis pour y végéter et y souffrir dans le dénuement et le désespoir, privés des éléments essentiels au plus modeste bonheur, ce sont ceux-là qui vous disent : « Attendez, prenez patience, ce sera bientôt à vous de jouir et à nous de souffrir. Au delà de ce monde-ci il en est un autre, où les biens seront encore incomparablement plus mal partagés ; où les riches seront beaucoup plus riches et les pauvres beaucoup plus pauvres. Les différences et les distinctions de ce monde-ci ne sont rien comparées à celles de l'autre ; les uns y jouiront

d'un bonheur sans mélange, pendant que les autres endureront des tourments épouvantables. Et cette félicité, et ces souffrances, assises sur des bases immuables, ancrées dans les décrets de la Toute-puissance infinie, inaccessibles à toute influence, ne pouvant être ni apaisées ni troublées, excluant toute crainte et tout espoir, dureront toujours, toujours, éternellement ».

Et ce sera vous, messieurs les misérables, les souffreteux, les parias de la terre, qui serez en haut, resplendissants de lumière et de gloire, et nous, les maîtres, les jouisseurs, les opulents, les orgueilleux, qui serons en bas, couverts de ténèbres, d'ignominie et de honte.

C'est bien là en somme ce que l'on fait miroiter aux yeux des travailleurs et des pauvres. Si ce ne sont pas les maîtres eux-mêmes, ce sont leurs porte-paroles, les plus ardents défenseurs du statu quo, de la propriété capitaliste et du salariat, de la richesse et de la pauvreté.

Croyez-vous, messieurs, à ce désintéressement magnifique, à cet abandon bénévole, à ce marché de dupe que les riches et les puissants s'imposeraient de leur plein gré. Marché de dupe, car, à les entendre, dans le partage de la somme totale de jouissances et de douleurs à laquelle chaque être peut atteindre, ils prendraient presque toutes les douleurs et donneraient presque toutes les jouissances. De leur plein gré, car rien ne les empêche de renoncer aux biens périssables de ce monde pour se mettre à la poursuite du bonheur éternel.

On dit que ce sont des hommes à courte vue, qui ne voient rien au delà du bien présent. Erreur, ils sont pour la plupart prévoyant et disposent pour longtemps après leur mort, tâchant de perpétuer

dans leurs enfants, aussi loin que possible, la possession de la richesse et les jouissances qui s'y rattachent.

Je dis que ces exhortations aux pauvres sont une injure à l'intelligence humaine. Je dis que les riches et les puissants, n'étant pas des êtres doubles, n'ayant qu'une nature et qu'une mentalité, étant en toutes choses mus par les mêmes sentiments et le même cœur, ne peuvent pas être, pour les choses de ce monde, égoïstes et cruels, âpres et sans merci, ne pensant qu'à eux et à leur bonheur, étant sans entrailles et sans pitié pour les travailleurs, ne les connaissant que comme autant de bêtes de somme à faire marcher ou de brebis à tondre ; alors que pour celles d'un autre monde ils seraient insoucieux de leurs intérêts jusqu'à la folie, jusqu'à la démence, et ne songeraient qu'au bonheur des autres.

Non, cela ne m'entre pas dans l'idée, et je crois que ces promesses de bonheur futur aux brebis du Seigneur et ces exhortations à la patience sous la dent qui les mord et les ciseaux qui les tondent sont une sorte de cocaïne ou de chloroforme pour calmer la douleur et faciliter l'opération.

### AUX CULTIVATEURS ET AUX COLONS

Voilà ce que je pourrais dire si je parlais à des unionistes. Et si je parlais à des cultivateurs, à cette bonne et brave population de nos campagnes, comme disent les politiciens, à ces nourriciers du genre humain, à ces hommes heureux et indépendants sur leur petit domaine, je leur dirais :

Mes amis, est-il vrai que vous soyez si indépendants, si prospères, si satisfaits, si heureux qu'on le dit ? Est-il vrai que votre sort soit si digne d'envie que tous les autres membres de la société

devraient aspirer à retourner à la terre, d'où la plupart sont sortis. Est-il vrai que si tous ou presque, nous redevenions cultivateurs tous les problèmes économiques qui nous embarrassent seraient résolus ?

Si tout cela est vrai, comment expliquer que tant de vos fils et de vos filles et un si grand nombre de vous-mêmes abandonnent tous les ans ces petits paradis terrestres pour venir s'engouffrer et se perdre dans ces grandes fournaies que sont les cités ?

Comment se fait-il que dans une période de trente ans, près de la moitié de la population québécoise ait émigré dans les centres manufacturiers américains ?

L'ignorance des réalités ? On ne peut plus dire cela à notre époque ; les rapports entre la ville et la campagne sont trop fréquents, trop intimes, pour qu'aucun de vous puisse offrir cette excuse. Vous connaissez la ville, par ses journaux, par ses images, par ses voyageurs, par vos achats et vos ventes, par les nombreuses visites que vous y avez faites et ce que vous en disent ceux des vôtres que vous y ont précédés. Vous n'ignorez pas la vie que l'on y mène, les dangers que l'on y court. Vous savez que le travailleur de la ville n'est qu'un petit rouage dans une grande machine ; qu'il en subit tous les contrecoups et tous les accidents ; que sa vie dépend du mouvement de la machine, et que la machine elle-même obéit à des causes profondes et éloignées auxquelles rien ne peut résister, sur lequel nul ne peut agir.

Vous avez entendu parler de la lutte entre les patrons et les ouvriers ; vous savez ce qu'est la grève et le lock-out ; vous savez qu'il y a en permanence un surplus d'ouvriers pour lesquels il n'y a ni travail ni argent ; vous savez que ces sans-travail sont en

guerre perpétuelle avec ceux qui ont les places, et que ceux-ci ne sont jamais sûrs du lendemain.

Vous savez que les faubourgs où vous allez habiter sont des endroits malsains, manquant d'air, d'espace et de soleil, manquant des choses que vous avez en abondance chez vous ; que l'hiver on y gèle, lorsque le travail est rare et le charbon cher, et que l'été on y étouffe ; que les bébés y meurent comme des mouches et les gens qui ne sont pas très robustes y contractent à coup sûr la tuberculose.

Vous savez que le travail à l'usine est un travail d'esclave ; que les bêtes de somme désormais ce sera vous et vos enfants ; que vous n'aurez plus aucune initiative, aucun mouvement, aucune action personnelle, mais serez attelés à une machine comme vous attelez vos bœufs à la charrue, et conduits dans un sillon plus étroit, avec un aiguillon plus pointu, accomplissant un labeur plus monotone et plus bestial.

Pire que tout cela, vous savez à quoi est exposée dans les villes la jeune fille pauvre, surtout quand elle est belle et bien faite ; qu'au milieu du luxe et des plaisirs, que ses ressources lui interdisent, elle est sans cesse tentée de vendre ses charmes ; qu'il lui faudrait pour résister une dose de vertu et de force dont peu de personnes sont douées ; qu'un grand nombre, hélas ! succombe, et s'en vont de chute en chute, à la dégradation morale, à la déchéance physique, pour devenir le jouet abject et méprisé de la luxure et du libertinage ; parias de la société, égout où se déverse le trop plein des passions et qui reçoit et transmet toute la pourriture et les immondices sociales. Vous savez qu'un grand nombre des filles qui peuplent les lupanars ou guettent les passants sur les trottoirs

sont sorties de vos foyers, pures et belles, et que c'est la cité qui les a broyées, et en a fait ces loques immondes et repoussantes.

Oui, vous savez tout cela, et, en connaissance de cause, de propos délibéré, vous renoncez à la campagne et choisissez la ville.

Seriez-vous des insensés, des fous, incapables de discerner entre le bonheur et le malheur, entre la liberté et l'esclavage ? Je ne le crois pas. Un homme peut faire une erreur, tomber dans un piège une fois, deux fois ; mais quand la tendance est si forte, chez un si grand nombre, à quitter la terre, c'est que la terre ne donne pas tout ce que s'imaginent ceux qui ne connaissent la vie rurale que par les bucoliques de Virgile<sup>35</sup> et les chroniques des colonisateurs.

Je connais assez la campagne pour savoir que la vie du colon, du cultivateur pauvre, et même du cultivateur médiocrement aisé, n'est pas couleur de rose. Sa vie est un labeur incessant. Levé avec le soleil, couché après lui, mille besognes le réclament : la terre, la grange, les animaux, la maison, les fossés, les clôtures, les labours, les roches, les souches, le chauffage, les routes, les bâtiments, les engrais, les semences, les récoltes, les battages, les charroyages, et combien de choses. Il faut qu'il marche et qu'il coure, qu'il dresse et qu'il peine, sans arrêt, sans vacances, sans distraction, sans plaisir. Il est commandé par toutes ces nécessités plus impérieusement que par le plus dur des maîtres. Sa vie et celle de sa famille dépendent de l'accomplissement de toutes ces

---

<sup>35</sup> NDE : Virgile (70 av. JC - 19 av. JC), écrivain et poète latin. Son oeuvre, « Les bucoliques », parue en 37 av. JC, vise à ramener les Romains à l'agriculture.

tâches. Il est poursuivi par la faim comme par un loup dévorant, et c'est entre eux une course perpétuelle et effrénée.

Et avec cela il est à la merci des éléments, il n'est jamais sûr de récolter ce qu'il a semé ; la pluie, la grêle, la sécheresse, les sauterelles, le feu, et une foule d'autres ennemis peuvent détruire sa récolte et rendre nul son travail d'une année.

Et si sa récolte est bonne il n'est pas sûr encore d'une bonne année, il est à la merci du marché, qui, pour une bonne récolte, peut ne pas lui donner de quoi vivre. On a vu des cultivateurs saigner leurs cochons ou se chauffer avec leur blé. Et alors, il faut bien, bon gré mal gré, partir pour les chantiers ou la ville, laissant la femme et les enfants seuls sur la ferme, ou envoyer les enfants « gagner ».

La vie du cultivateur dans ces conditions-là est dure et triste. Il est trop préoccupé du pain quotidien pour jouir des beautés naturelles qui l'entourent. Ce qui charme les autres le laisse indifférent. La terre est trop cruelle pour qu'il lui sourie. Et l'isolement, le délaissement, lui pèsent ; l'homme est un être sociable, il n'est pas fait pour la solitude. Après la guerre le gouvernement a fait tout ce qu'il a pu pour induire les soldats à s'établir sur les terres, presque tous ont refusé : ils avaient goûté de la vie sociale... dans les tranchées !

Le cultivateur est privé de distractions et d'amusements, et les jeunes, qui ont vu les cinémas et les salles de danse, les parties de hockey et les tournois de boxe, les boulevards aux mille lumières, qui font les nuits plus brillantes que les jours, les parcs, agrémentés de fleurs, de musique et de flirt, et toute cette vie complexe et remuante, brillante et luxueuse dont la cité pare ses dehors et

couvre ses laideurs, les jeunes ne peuvent plus s'enfermer dans l'ombre, le silence et la solitude de la maison paternelle, au 4<sup>ème</sup> rang, du 10<sup>ème</sup> canton, de l'Abitibi ou du Témiscamingue.

Le cultivateur est privé de soins médicaux, la maladie pour lui est une tragédie. Éloigné des grands centres, où sont groupés les spécialistes et les grands médecins, il est à la merci du plus proche médecin de village, qui peut être un ignorant, un inhabile, un négligent ou un ivrogne, et qui peut habiter à trente milles de distance. Avant l'arrivée du médecin le malade a le temps de souffrir le martyr et de mourir. Et quand le médecin est arrivé, il donne les soins que sa science, très bornée, lui suggère, avec les médicaments et les instruments très incomplets, qu'il a dans son sac, et pendant le temps, très limité, dont il dispose. Il confie ensuite son malade à des ignorants, avec des instructions incomprises, et court à un autre malade à dix ou vingt milles plus loin. Le médecin de campagne est souvent un apôtre admirable de dévouement, mais ses soins sont forcément rudimentaires et incomplets. La médecine s'est divisée et subdivisée en une infinité de branches, et des spécialistes consacrent leur vie entière à l'étude d'une seule branche. Le médecin de campagne, qui passe la moitié de sa vie dans les chemins et n'a pas le temps d'étudier, traite tous les cas qui se présentent. Quelle différence avec l'hôpital bien organisé ! Science médicale variée, gardes-malades expérimentées, outillage, instruments, dispositifs et médicaments, tout cela est à chaque instant au service du malade. Ce que les gens des campagnes éloignées, les colons surtout, endurent de souffrances qui pourraient être soulagées, d'infirmités qui pourraient être évitées et meurent faute de soins, est incroyable.

L'idée de coloniser, suivant les méthodes antiques, part d'un bon naturel, mais me paraît un peu naïve et simpliste. Nos pères, les

émigrants de France, ont été des colonisateurs. Avec un courage et une vaillance admirable, en face de difficultés et de dangers sans nombre, ils se sont taillés dans la forêt, avec la hache et la force de leurs bras, des petits domaines, qui, ajoutés les uns aux autres, ont fait la province de Québec. Nous sommes des descendants de colons et notre pays est l'œuvre des colons. Nous éprouvons pour ces colons une admiration et une reconnaissance bien naturelles et bien justes. De là est née cette idée que nous sommes une race de colons, que notre mission providentielle est de défricher, d'abattre des arbres et de charroyer des roches, et le père de Maria Chapdelaine<sup>36</sup>, ce vieux passionné de la terre neuve, est donné comme le type du vrai canadien-français. « Emparons-nous du sol - Agrandissons notre domaine - Allons plus loin, toujours plus loin », ces mottos sont devenus pour quelques-uns un cri de ralliement patriotique, une sorte de religion.

Cette politique-là ignore tout du présent pour ne songer qu'au passé. Alors que nous avons aujourd'hui un domaine immense en culture, auquel on pourrait faire rendre par une meilleure exploitation dix fois ce qu'il donne, tout en allégeant le fardeau du cultivateur, n'est-il pas insensé de ne songer qu'à agrandir encore ce domaine improductif ? Qui trop embrasse mal étreint. Nous avons à l'heure qu'il est plein les bras de terres à cultiver, songeons donc à les faire valoir. Notre population est d'environ deux millions, sur un territoire grand comme celui de la France. Il est démontré que la culture intensive rapporte infiniment plus, en proportion de l'effort, que la culture extensive. On voit des maraîchers, même dans notre pays, aux environs de Montréal,

---

<sup>36</sup> NDE : « Maria Chapdelaine » est le titre d'un livre de Louis Hémond publié pour la première fois en 1916. Roman du terroir, il connaît un véritable succès en librairie lors de sa réédition en 1921.

qui sur un lopin de quelques arpents trouvent le moyen de faire fortune tout en payant un loyer énorme. La vie entière d'un colon ne rapporte pas autant qu'une récolte d'un jardinier. La colonisation telle qu'on la pratique c'est un maximum d'effort pour un minimum de résultats.

Ne serait-il pas plus sensé de réorganiser la culture et de lui donner plus de bras que d'éparpiller nos forces pour qu'elles demeurent stériles ? Ne pouvons-nous pas honorer nos ancêtres et être de notre temps ? Nos pères ont défriché ; est-ce une raison pour nous de faire la même chose, si nous avons à notre disposition de meilleurs moyens de tirer notre vie du sol ? Nos pères charroyaient l'eau dans des seaux ou des tonnes, devons-nous pour cela mettre de côté les aqueducs ? Avec ce raisonnement-là on pourrait retourner à l'âge de pierre.

La mission du fils est de continuer l'œuvre du père, non de la recommencer. Nos pères ont ouvert les terres, à nous d'en tirer parti ; non pas avec les méthodes primitives, mais avec la science et les moyens modernes.

On envoie des colons dans le nord, et ils nous renvoient au bout de quelques années des journaliers et des servantes. La moitié des servantes de Montréal sont des filles du nord et de la Gaspésie. Et si encore elles demeuraient toutes servantes, mais on sait que ce métier-là est le pourvoyeur principal de la prostitution.

Il y a deux sortes de colonisateurs ; les patriotes, naïfs et simples, qui ont les yeux fixés sur le passé et rêvent de faire ce qu'ont fait nos ancêtres ; et d'autres, plus avisés, qui ne voient là qu'un moyen de désencombrer les villes du surplus non employé

de travailleurs, qui est toujours embarrassant et pourrait devenir dangereux.

Les conditions d'existence du cultivateur pauvre suffisent à expliquer la désertion des campagnes. Si tant de personnes, hommes et femmes, jeunes et vieux, ayant connu la terre et la ville, optent pour celle-ci, c'est qu'à tout prendre le lot du citadin est encore le moins pire. Les cultivateurs quittent la campagne comme les loups sortent du bois, poussés par la faim, et par l'ennui. En venant à la ville ils croient de deux maux choisir le moindre.

Après une expérience si longue et si constante, l'idée de renverser le courant, sans rien changer à l'état de choses actuel, et d'établir le retour à la terre, me paraît chimérique. Depuis quarante ans que j'entends prêcher le retour à la terre, les cités n'ont cessé de grossir et les campagnes de se dépeupler. On a bien colonisé et créé quelques cantons nouveaux, mais cela ne représente qu'une faible partie de l'augmentation naturelle de la population des campagnes, les villes ont absorbé le reste. Le dernier recensement nous apprend que de 1911 à 1921 il y a eu dans la province de Québec un déplacement de population en faveur des villes d'au delà de 300,000.

Mais je suppose que l'on parviendrait à créer un mouvement général de retour à la terre, aurait-on en aucune façon amélioré la situation économique ? S'il l'on réussissait à vider les villes, en serions-nous bien plus avancés ? Tous nos économistes à l'eau de rose semblent le croire ; j'ai vainement cherché dans leurs écrits une explication rationnelle, un raisonnement logique montrant que le simple déplacement de la population de la ville à la campagne

aurait l'effet de remettre en marche le rouage de la production de la richesse et d'établir une circulation et une distribution de cette richesse qui atteigne tous les membres de la société et fasse disparaître la misère. Cependant, c'est là qu'est le mal, la mauvaise circulation ; il faut être aveugle pour ne pas le voir. La puissance de production est sans limite, on l'a vu pendant la guerre, il ne s'agit que de trouver un moyen de canaliser cette production pour qu'elle atteigne partout et ne nuise nulle part.

Le cultivateur qui ne produit que du foin, du blé ou du lait, travaille pour le marché comme l'ouvrier qui fabrique des chapeaux ou des parapluies et son succès dépend de l'état du marché. Le marché peut être encombré de produits agricoles aussi bien que de produits de l'industrie ; et quand ses produits ne se vendent pas le cultivateur est dans la même position que l'ouvrier sans travail. Le cultivateur est un ouvrier qui vend son travail sous la forme de foin ou de pommes de terre. Sa fameuse indépendance n'existe plus depuis qu'il a cessé de produire et de fabriquer lui-même toutes les choses nécessaires à sa vie, pour devenir un petit industriel produisant une ou deux denrées qu'il vend sur le marché pour acheter ensuite ce qu'il lui faut. Il est à la merci du marché du monde et sa vie est aussi précaire et incertaine que celle de l'ouvrier. Prendre un ouvrier des villes pour en faire un ouvrier des campagnes déplace le problème mais ne le solutionne pas.

### COMMENT FONCTIONNE NOTRE SYSTÈME

Le rôle du conférencier est d'intéresser et d'instruire. Pour intéresser il faut dire des choses nouvelles, et pour instruire des choses vraies. Et à vous, les habitués de ces réunions hebdomadaires, que pourrais-je dire de nouveau et d'instructif,

touchant, naturellement, le sujet qui vous rassemble, les problèmes économiques et sociaux ? Vous avez entendu bien des fois exposer le fonctionnement de notre organisation économique et sociale, définir les principes sur lesquels elle repose. Vous savez que de ce fonctionnement et de ces principes est née cette situation absurde que l'abondance engendre le dénuement, et que la misère, la détresse, les privations et la souffrance sont en raison directe et inverse de la somme existante des biens propres à satisfaire les besoins humains. Vous savez que notre système économique ne peut fonctionner sans le concours perpétuel d'agents destructeurs sans nombre. Vous comprenez que l'incendie, la guerre, les tremblements de terre, la grêle, la sécheresse, les sauterelles, l'alcoolisme, le luxe, le gaspillage, la paresse, la mendicité et le vol, et la peste et le choléra, et toutes les choses qui sont considérées par les hommes comme des fléaux de Dieu sont en réalité, comme disent les anglais, des « blessings in disguise », des adjuvants nécessaires, indispensables, au capitalisme, et que s'il plaisait au ciel un jour d'exaucer ceux qui le prient avec tant de ferveur de nous délivrer de tous ces maux et de nous conserver le capitalisme, on verrait une chose affreuse se produire : toutes les forces productives étant mises en œuvre, et l'absorption des produits étant réduite au pouvoir d'achat des producteurs, la surproduction serait telle qu'en un clin d'œil le marché serait encombré de tout, toutes les industries fermeraient leurs portes, tous les ouvriers seraient sans travail, tous les commerçants feraient banqueroute, et l'humanité périrait rapidement de paralysie, d'étouffement et d'inanition.

Théoriquement cet énoncé est inattaquable, essayons de le démontrer : Tous les moyens de production et tous les produits dont la vie humaine dépend sont la propriété de la classe capitaliste ;

ils sont exploités uniquement, exclusivement, au profit de cette classe ; le seul but poursuivi dans la production est l'accumulation des profits dans leurs caisses, les besoins de l'humanité et le travail ne sont que des champs d'exploitation, des objets sur lesquels on opère, et qui sont toujours subordonnés à la chose principale, le profit. La satisfaction des besoins des hommes et l'emploi du travail n'arrivent qu'incidemment, et seulement dans la mesure où ils peuvent concourir à la réalisation des profits. Or, le profit découle de la vente, la vente de l'achat, et l'achat de deux choses : les besoins à satisfaire et les ressources pécuniaires. La grande masse de la population a beaucoup de besoins, mais peu de ressources. Chaque producteur ne contribue que dans une proportion infime aux achats, qui produisent les profits, qui font marcher l'industrie, qui l'emploie et dont il vit. Le capitaliste, pour chaque ouvrier, qu'il emploie, doit trouver l'écoulement de quatre ou cinq fois la quantité de marchandises que cet ouvrier lui-même achètera. Si le gaspillage et la destruction cessent, le capitaliste ne peut plus écouler sa marchandise, le profit disparaît, et les besoins de l'humanité et l'emploi du travail, qui ne sont que des incidents du profit, suivent le principal, comme la queue suit le veau, et s'en vont avec lui chez le diable.

Cette théorie n'a-t-elle pas été assez de fois démontrée par l'expérience pour être acceptée comme une vérité certaine ? En 1914 l'humanité souffrait d'encombrement ; le gaspillage du militarisme, et tous les autres gaspillages, ne suffisaient plus à absorber les produits du travail, et la surproduction gagnait du terrain ; les marchés diminuaient, le problème des sans-travail devenait insoluble ; la paralysie gagnait l'organisme économique. La guerre éclate, une guerre gigantesque, et, proportionnellement, cent fois plus destructive que les guerres précédentes. Aussitôt

tout se remet en marche ; les industries sont transformées pour la guerre, les travailleurs sont envoyés au front ou employés à la fabrication d'engins de guerre ; 500 millions d'ouvriers produisent ce que 20 millions de soldats détruisent. Et nous voici lancés dans une ère de prospérité sans précédent ; tout est utilisé, tout le monde travaille ; les industriels font en quelques années des fortunes colossales, les ouvriers gagnent des salaires énormes et tout le monde est content. La guerre est venue bien à propos au secours du régime capitaliste.

La guerre finie, la même maladie reprend le corps social : plus d'écoulement, plus de marché, les industries s'arrêtent, le travail cesse. Nous sommes de nouveau menacés de paralysie générale. Et cette fois la société est moins capable qu'elle l'était en 1914 de supporter la crise, et la secousse qu'elle a subie, qui lui avait donné un regain de vie factice, a sérieusement aggravé le mal constitutionnel dont elle souffrait, je veux dire la mauvaise circulation de la richesse.

### LA FUTILITÉ DES REMÈDES PROPOSÉS

Pendant la guerre la concentration de la richesse s'est accrue dans d'énormes proportions ; tous les fournisseurs des choses nécessaires à la guerre ont accumulé des millions. L'échange régulier entre les différents pays ayant été interrompu par la guerre, les commerçants, spéculateurs et détenteurs de toutes les denrées, se sont trouvés les maîtres des marchés locaux, et ils en ont profité pour monter les prix et pressurer le peuple. De telle sorte que l'on trouve aujourd'hui la plupart des marchandises contrôlées par des hommes beaucoup plus riches et beaucoup plus puissants qu'auparavant, et qui sont capables d'endurer une crise

sans laisser tomber les prix. La loi de l'offre et de la demande, qui dans un état de libre concurrence entre un grand nombre de petits producteurs et marchands, a pour effet de faire monter ou baisser les prix selon l'abondance ou la rareté des produits, n'opère plus ou beaucoup moins efficacement. Lorsque les détenteurs des marchandises ont tous des gros capitaux disponibles ils ne sont pas obligés de sacrifier leurs marchandises et peuvent garder leurs stocks et attendre leurs prix. Combien de marchandises dont la demande était tombée de 75% après la guerre ont maintenu longtemps leurs prix et ne sont baissées que graduellement et dans une petite proportion. Autrefois une pareille chute dans la demande aurait amené immédiatement et automatiquement une chute correspondante dans les prix.

La conséquence de cela est claire, c'est que l'absorption de la surproduction se fait plus lentement, plus difficilement, puisque la diminution du pouvoir d'achat de la nation, par suite de la suspension du travail et la réduction des salaires, n'est pas comme autrefois compensée par la chute des prix. Et les crises économiques, qui se liquidaient autrefois dans l'espace de quelques mois ou de quelques années, vont durer beaucoup plus longtemps.

Une autre cause qui vient agir dans le même sens c'est la dette gigantesque que la guerre a mise sur les épaules de tous les peuples. Le capital de cette dette ne pourra jamais être payé, cela est bien certain, mais pour en servir les intérêts les gouvernements imposent des taxes nouvelles dont on n'avait jamais entendu parler avant la guerre et qui diminuent encore d'autant le pouvoir d'achat du consommateur, et par conséquent la somme de produits consommés qui alimentent les industries et donnent du travail. Je

suppose que le pouvoir d'achat moyen de tous les consommateurs soit de cinq piastres par jour ; si le gouvernement prélève sur ces consommateurs, sous forme de taxes, une piastre par jour, le consommateur ne pourra plus acheter que pour quatre piastres et la consommation générale sera diminuée de 20%.

Il y a aussi à compter avec le taux du change, qui diminue le pouvoir d'achat des pays dont la monnaie est dépréciée. Il y a aussi l'exclusion de la Russie, depuis huit ans, du commerce du monde, qui a fait perdre à l'industrie l'un de ses plus gros clients.

La dépréciation de la monnaie européenne est un obstacle énorme aux échanges. Quand les français, les allemands et les italiens doivent donner aux américains deux, trois, quatre, cinq unités de leur monnaie pour acheter la valeur d'une unité, ils n'achètent pas ou ils achètent moins, et les industries américaines ne marchent plus. Le peuple américain, ce grand profiteur de la guerre, est aujourd'hui victime de la cupidité de ses industriels et de ses financiers, Pendant la guerre ils ont drainé tout l'or de la terre et sont devenus les créanciers de tout le monde. Maîtresse de la situation financière, Wall Street a imposé aux autres pays des taux de change usuraires. Leurs coffres regorgent d'or et de titres, mais les produits américains ne se vendent plus, les industries sont arrêtées, et comme les travailleurs ne vivent pas des trésors accumulés dans les coffres des financiers, mais du salaire qu'on leur paie, étant sans travail, ils meurent de faim. Les États-Unis sont la démonstration la plus éclatante de l'absurdité du système capitaliste. Dans ce pays de Cocagne, qui a accumulé en quelques années des richesses fabuleuses, incalculables et inconcevables, des richesses sans précédent dans l'histoire du monde, il y a plus de misère et de détresse qu'en Allemagne, qui a perdu dans la

guerre presque autant que les États-Unis y ont gagné.

Et on voudrait maintenant, quand le mal dont souffre la société capitaliste, est le défaut de marchés, l'insuffisance des débouchés, supprimer l'immense débouché qu'a été jusqu'ici le militarisme ; on voudrait fermer toutes les industries de la guerre, qui ont donné du travail à des millions d'ouvriers ; et, ayant ainsi diminué la quantité de travail à faire, lancer sur le marché du travail les millions de jeunes gens, dans la force de l'âge et de l'activité, que l'on mettait dans les armées et les marines.

C'est une erreur de croire que les capitaux épargnés sur les engins de guerre seront employés ailleurs et que le travail ne sera que déplacé. Dès que l'on entre dans le domaine de la production utile, j'entends, des choses nécessaires à la vie, l'emploi des capitaux est limité par les marchés, c'est-à-dire par la consommation. Et si la consommation, d'une part, est accrue par le fait de la diminution des taxes pour les fins de guerre, qui permettra aux contribuables de dépenser davantage pour leurs besoins personnels, d'autre part, cette augmentation sera beaucoup plus que compensée par l'arrêt des travaux militaires qui vont priver des millions de consommateurs de leur revenu. De telle sorte que le travail aura perdu, si je puis m'exprimer ainsi, sa clientèle militaire et n'aura rien gagné, au contraire, du côté de sa clientèle civile.

On parle de grands travaux publics - creusage de canaux, chemins de fer, amélioration des ports. Tout cela n'a d'autre objet, et d'autre résultat, à moins que l'entreprise ne fasse faillite, que de réduire le prix des transports par l'économie du travail. Si l'on dépense un million de journées de travail dans une entreprise de ce genre c'est pour en économiser cent millions dans la manutention future des marchandises. De sorte que le soulagement que ces

travaux peuvent apporter à la crise n'est que momentané, la conséquence ultime et prochaine sera de creuser plus profond l'abîme entre la production et la consommation, le vice fatal et irrémédiable dont doit périr le capitalisme.

Et par dessus le marché on recommande à tous la plus stricte économie. On ne comprend pas que dans notre système l'économie, utile pour l'individu qui la pratique, puisqu'il amasse et s'enrichit, est au point de vue social la plus mauvaise pratique, et que l'avare, qui n'achète et ne consomme presque rien, afin de grossir son trésor, est comme un zéro dans l'économie générale, puisqu'il n'enrichit que lui-même et ne procure du travail à personne. Et ce qui démontre bien que ces donneurs de conseils ne comprennent rien à ce dont ils parlent, c'est que, tout en prêchant l'économie, ils supplient les gouvernements d'entreprendre des travaux non nécessaires et de luxe et d'y dépenser des millions, afin de donner de l'emploi aux sans-travail. On prêche à la fois l'économie et le gaspillage comme remède au même mal. Ce dernier moyen de soulager la misère est bien le pire gaspillage, puisque pour chaque piastre payée aux ouvriers il faudrait en dépenser trois ou quatre en profit. Sur un million dépensé pour bâtir un palais, trois ou quatre cent mille seulement iront aux ouvriers. Si le but est de soulager la misère, on ferait mieux de dépenser le million tout entier à fournir des aliments aux nécessiteux. On pourvoirait ainsi aux besoins de trois ou quatre fois le nombre et on fournirait en même temps par l'achat de ces aliments la même somme de travail que par la construction d'une bâtisse. On n'aurait pas, il est vrai, après l'opération, de monument en pierre ou en marbre, mais on aurait conservé la vie et la santé pendant une année à cinq ou six mille êtres humains, ce qui serait un fort joli monument aussi.

Je n'entends pas offrir comme solution du problème des sans-travail la distribution d'aumônes, oh non, je veux simplement démontrer comme l'on est inconséquent et combien inefficace et « wastefull » sont tous les moyens proposés.

## DEUX CATÉGORIES

A un certain point de vue on peut diviser la société en deux grandes catégories, les habitants des villes et les habitants des campagnes. Ces deux catégories sont nécessaires l'une à l'autre, elles ne peuvent vivre l'une sans l'autre. Leur coopération est-elle rationnelle et de nature à procurer aux deux partis tout le bien qu'ils pourraient en retirer ? Je dis non, et les conditions sociales ne pourront être améliorées qu'à la condition de modifier profondément les relations qui existent entre ces deux groupes. Peuvent-elles l'être ? Je le crois, avec un peu de bon sens et de bonne volonté.

Laissez-moi revenir encore sur les maux dont on souffre à la ville et à la campagne.

La ville est une agglomération de personnes vivant ensemble, en formation compacte et dense, sur une superficie de territoire limitée aux stricts besoins de l'habitation et de la circulation. On y vit d'industries et de commerce, aucune production agricole n'y est possible, et les citadins sont à la merci des habitants des campagnes pour leur alimentation et les matières premières de leurs industries.

Le sol sur lequel est bâtie la ville est propriété privée. La concentration sur ce petit morceau de terre d'une population énorme crée une demande intense pour chaque parcelle de ce sol.

Les propriétaires en montent le prix aussi haut que les acheteurs ou les occupants peuvent atteindre. Le loyer dans les villes représente un quart ou un tiers des salaires. De sorte que le seul fait de cette concentration coûte aux travailleurs et à l'industrie cette proportion-là.

Les aliments et tout ce qu'il faut au travailleur pour vivre lui arrivent de la campagne par une série d'intermédiaires, qui tous prélèvent leurs profits, et après une série de transbordements et de charroyages qui occasionnent des frais et des pertes sans nombre. Et le travailleur, n'ayant ni l'argent pour acheter de grandes quantités de provisions, ni l'espace pour les conserver; doit s'approvisionner au jour le jour, acheter à la livre ou au quarteron, payant, de ce fait-là encore, un prix sensiblement plus élevé. L'industriel travaillant pour un marché immense, ne produit qu'une seule espèce de marchandises. Son établissement et son outillage sont adaptés uniquement à la production d'un article, et ses ouvriers ne savent pas faire autre chose. Le succès ou l'insuccès de son entreprise dépend entièrement des conditions du marché où il achète sa matière première et du marché où il vend son produit manufacturé. Si le marché où il achète est plein, il achètera à bon compte, et si le marché où il vend est vide, il vendra à bon prix, et tout marchera bien. Mais si ces conditions changent, tout tombe, tout s'arrête. Prenons maintenant un capitaliste qui veut se lancer dans une industrie quelconque, disons la fabrication des chaussures. Il lui faut d'abord acheter un terrain pour bâtir, qu'il paie deux ou trois piastres le pied. Il lui faut ensuite construire. Pour cela, lui ou son entrepreneur doit engager des ouvriers vivant dans la ville et à qui il faut payer un salaire qui leur permet de vivre dans la ville. Tout ce qu'il achète pour monter son établissement a été produit de la même façon.

Son établissement étant prêt, il engage des ouvriers en chaussures, à qui il faut qu'il donne encore le salaire minimum nécessaire à la vie dans les villes. Le prix de sa marchandise renfermera tous ces frais et faux frais et elle devra rapporter en sus un profit. Il la met sur le marché, en concurrence avec les autres producteurs ; et ce marché est le marché du monde... S'il trouve des acheteurs au prix qu'il doit vendre, tout va bien; mais si les acheteurs font défaut, ou si la matière première fait défaut, son entreprise succombe, le capital investit est perdu et ses ouvriers restent sans travail ; car il n'est outillé que pour produire des chaussures et il ne peut pas faire autre chose ; son sort est irrévocablement lié à l'industrie de la chaussure. Pour éviter cette catastrophe il lutte désespérément : avec ses ouvriers, pour leur imposer le salaire le plus bas ; avec ses fournisseurs, pour obtenir sa matière première à meilleur marché ; avec ses concurrents, pour arracher sa part de clientèle ; avec les commerçants et les consommateurs, pour leur imposer les conditions à lui les plus avantageuses. Et au dessus de tout cela il y a les conditions générales du marché, qui tiennent à des causes profondes et éloignées, sur lesquelles il n'a aucune influence. Il les subit passivement, il en est le jouet comme le navire est le jouet des flots. Si la mer est calme, le navire vogue tranquillement vers le succès, mais les bourrasques sont fréquentes et les ouragans emportent un grand nombre de ces barques industrielles.

La vie de l'industriel est une vie de lutte, d'anxiété, quelquefois de triomphe, plus souvent de déboires et de désespoir. La vie de l'ouvrier est une vie d'esclavage, de privations et de misères.

Le cultivateur manque de main d'œuvre, et à cause de cela ne peut faire produire à la terre qu'une faible partie de ce qu'elle

pourrait produire. Et pourquoi manque-t-il de main d'œuvre ? Il a besoin d'ouvriers à deux époques de l'année, aux semences et aux récoltes, et pour l'espace de quelques semaines seulement ; le reste de l'année il n'a pas de travail à donner. Tous les cultivateurs ont besoin d'ouvriers en même temps. Leurs travaux ne peuvent être ni avancés ni reculés, il faut suivre la saison et la température. Comme tous les cultivateurs ont le même besoin en même temps, personne ne peut se procurer le travail qui lui manque. Les ouvriers des villes ne trouveraient pas avantage à se déplacer pour un si court espace de temps, et nous avons à la ville des ouvriers sans travail et à la campagne des travaux à faire sans ouvriers.

D'autre part, le cultivateur vit dans l'isolement, privé de tout le confort et de tous les plaisirs et distractions que ceux qui ont de l'argent peuvent se procurer à la ville ; et ceux qui ont goûté à la vie sociale des villes ne veulent pas retourner à la campagne. De là la désertion de la terre. Le cultivateur, abandonné à ses propres ressources, ne fait produire à sa terre qu'une faible partie de ce qu'elle pourrait produire. On sait qu'un arpent de terre bien cultivé rapporte autant que dix arpents mal cultivés.

### COMMENT COLONISER ?

Y aurait-il moyen d'organiser autrement le travail social, de façon à faire disparaître les maux dont souffrent la ville et la campagne et à procurer à tout le monde les avantages qu'offrent l'un et l'autre genres de vie ? Il me semble que oui. Les villes ont vidé la campagne, on voudrait maintenant vider les villes pour remplir la campagne.

Qu'est-ce que l'on offre à l'ouvrier sans travail pour l'induire à retourner à la terre ? Une terre à défricher, sans ressources, sans

argent, sans instruments aratoires. On leur demande de renoncer à tous les progrès modernes pour aller recommencer la vie pénible des défricheurs primitifs. Alors que le cultivateur à notre époque, avec les moyens à sa disposition, peut faire produire à la terre, avec moins d'efforts et dans le même temps, cinquante fois plus que les paysans de 1830, on demande à un homme de partir avec une hache sur son dos, de s'enfoncer dans la forêt pour recommencer à arracher au sol au prix de sacrifices inouïs les quelques bouchées de pain noir qui l'empêcheront de mourir.

A une époque où l'on cultive avec les tracteurs à gazoline, les charrues aux socs multiples, les semeuses, les faucheuses et les batteuses mécaniques, les moteurs électriques et les machines de toutes sortes qui décuplent la capacité de production d'un homme, on veut revenir à la faucille et au fléau de nos ancêtres.

Alors que nous avons d'immenses étendues de terre défrichées, nettoyées et riches, sillonnées de chemins de fer et de cours d'eau navigables, à la portée d'une population nombreuse organisée pour la vie sociale, et qui, faute de bras, ne produisent pas le quart de ce qu'elles pourraient produire, on voudrait forcer de pauvres diables à s'éloigner de la civilisation pour aller s'établir sur des terres arides, incultes, remplies de roches et de broussailles, privés de tout secours social et sans aucune ressource.

N'est-ce pas insensé ?

Nos ancêtres ont accepté ce genre de vie sans se plaindre parce qu'il n'y avait pas pour eux d'autre alternative ; les hommes d'aujourd'hui ne s'y soumettront pas, parce qu'il leur est imposé, non par les conditions naturelles de l'existence mais par un état social arbitraire, injuste et absurde. Ils ne consentiront pas à être

mis hors de la civilisation moderne, et rejetés, par un anachronisme monstrueux, à l'état misérable des colons du XVII<sup>e</sup> siècle.

On ne règlera pas nos problèmes sociaux par un retour en arrière, par la suppression pour une partie de notre population de toutes les inventions et des progrès que nous devons aux générations qui nous ont précédés. Un progrès acquis ne peut être abandonné que pour un progrès plus grand. Les chemins de fer et le téléphone ne disparaîtront que si on découvre de meilleurs moyens de communication. Il faut donc chercher des solutions à nos problèmes, non pas dans la suppression, mais dans une meilleure utilisation de nos ressources.

Or, nos ressources sont immenses, elles sont sans limite ; elles pourraient procurer aujourd'hui, sans effort et sans peine, si on savait les utiliser, la vie abondante et large à trois fois la population de la terre. De fait, toutes nos misères ne nous viennent-elles pas d'un surcroît de production, d'une surabondance de biens. Il est donc évident, pour quiconque réfléchit, et n'a pas le cerveau embroussaillé par l'intérêt, les préjugés et des théories surannées, que nous devons diriger nos efforts vers une diffusion plus grande de nos richesses et essayer de les rendre accessibles à tous.

### LES PRÉJUGÉS

Ah ! Mais voilà ; on ne peut pas diffuser la richesse sans modifier notre organisation économique, sans écorcher quelques-uns des principes qui en font la base ; et pour les hommes d'ordre et les bons citoyens, conservateurs et routiniers, il ne faut pas toucher aux principes consacrés par l'usage, c'est un sacrilège. L'évolution de l'humanité est parsemée de sacrilèges, elle n'a jamais fait un pas en avant sans briser quelque idole. Le pouvoir

de Louis XV et de la Pompadour n'était-il pas de droit divin ?

A côté des colonisateurs il y a ceux qui attendent le salut du réajustement des choses, de la reprise des affaires. Par quel moyen ? On n'en sait rien. Chacun suggère son remède sans dire pourquoi ni comment il opérera. Les uns croient au changement de gouvernement, d'autres à l'élévation du tarif, d'autres au libre-échange ; d'autres encore à l'adoucissement des mœurs et à la moralisation des individus par les influences religieuses. On s'imagine qu'à force de prêcher et de prier, le flot des richesses qui est endigué va sortir de son lit et s'épandre de lui-même, sans rigoles et sans drains, dans toutes les couches de la société humaine. On espère le retour aux conditions d'avant-guerre, comme si ce n'était pas de ces conditions-là qu'est née la guerre. Les mêmes causes produisent toujours les mêmes effets ; si nous pouvions revenir aux conditions d'avant-guerre, ce qui n'est pas possible, il faudrait se préparer à une autre catastrophe.

Les plus clairvoyants aperçoivent comme l'aboutissant inévitable du chaos où nous sommes la révolution des prolétaires, le naufrage de la société actuelle. Et après ? Après - Oh horreur ! Oh abomination ! Calamité suprême ! Catastrophe finale ! Déluge universel, sans arche et sans Noé ! Sodome et Gomorrhe, étendues aux cinq parties du monde ! - Après, le socialisme fera son apparition sur la terre. Un Dieu vengeur, dans sa juste colère, enverra sur la terre ce fléau.

Oui, c'est ainsi que les journaux à bons principes, les économistes orthodoxes et les prédicants nous représentent l'état de société où nous allons si nous ne parvenons à raccommo-der la barque capitaliste et à la maintenir à flot. Sans se donner la

peine d'étudier le socialisme, sans le discuter, sans dire en quoi il pèche, on prend pour acquis que c'est une chose mauvaise, qui a été conçue par des esprits pervers. On a fait du mot, sans expliquer la chose, un épouvantail. Socialisme, communisme, bolchevisme, sont devenus des Lustucrus, des Croquemitaines, avec lesquels on maintient dans la crainte et la soumission tous ceux qui ne raisonnent pas et se laissent conduire comme des enfants.

### LA LIBERTÉ

Le grand argument du système actuel c'est la liberté individuelle, l'initiative privée, la vie autonome et indépendante. On prétend laisser à chacun le choix de sa carrière, l'emploi qui lui plaît de ses aptitudes, de son temps et de ses ressources. Quelle fumisterie, quelle immense blague ! Tous et chacun de nous sommes esclaves de conditions et d'événements qui échappent totalement à notre direction et à notre influence. Par la force des choses et sans que nous puissions faire autrement, nous suivons un sentier qui nous est tracé par notre naissance, les circonstances qui nous entourent et les influences que nous subissons. Notre liberté est un mythe, nos désirs sont des rêves. Nous marchons comme des automates, aiguillonnés par nos besoins, entraînés par les événements, bousculés par les accidents, avec les forces et les talents que les hasards de la naissance nous ont donnés. Ceux qui attribuent à leur seul mérite le succès de leur carrière devraient réfléchir qu'il aurait suffi, à chaque jour de leur vie, d'un seul microbe ou d'une paille en croix pour ruiner leurs entreprises et les faire rouler dans la poussière.

Qui donc est libre ? Est-il libre l'enfant pauvre que la faim oblige à dix ou douze ans de prendre la première besogne qui se présente ? Libre, l'ouvrier qui parcourt les rues à la recherche

d'une « job » ? Libre, le marchand, l'industriel, qui doit s'adapter aux conditions du marché comme la voiture suit les ondulations du terrain, et qui peut être ruiné ou enrichi du jour au lendemain par un caprice de Guillaume II, un manque de pluie en Argentine ou un coup de bourse à Chicago ? Indépendant, le financier, le rentier, l'actionnaire, qui est sujet à tous les accidents, à toutes les crises et à toutes les fraudes ? Libre, le cultivateur, dont la récolte peut être détruite par la grêle ou perdue par la mévente ? Libre, l'artiste, l'homme de lettres, qui doit étouffer son idéal de beauté, de vérité et de justice, et mettre son art ou sa plume au service d'intérêts vulgaires et mesquins ? Libre, l'avocat, qui pour gagner son pain plaide indifféremment le vrai ou le faux, le juste ou l'injuste ; qui aujourd'hui, avec des larmes dans la voix, réclame pour la veuve et les orphelins la maigre indemnité que la loi leur accorde, et demain emploiera son habileté et ses ressources à la leur faire perdre ?

Que nous le voulions ou non, nous sommes forcés de nous exploiter, de nous tricher, de nous voler les uns les autres. Il y en a qui volent en restant dans les règles, il y en a d'autres qui en sortent ; c'est toute la différence. Il n'est pas défendu de voler, il est défendu de voler contrairement aux règles.

## L'ÉVOLUTION

La société humaine, comme tous les organismes vivants, marche et évolue sans cesse. La vie est une transformation perpétuelle. Pas plus qu'un homme ne peut s'arrêter à son adolescence ou à son âge mûr, la société ne peut se figer à aucun des stades de son développement. Il faut mourir ou vieillir. La vie ne se perpétue que par la succession des êtres. L'homme d'aujourd'hui, suite d'une innombrable série de générations, devra céder la place à d'autres

hommes nés de lui. La société capitaliste, née d'une série d'autres états sociaux, après avoir remplie sa mission historique, après avoir forgé son chaînon, doit céder la place. Aujourd'hui elle a fait son temps, elle a vécu sa vie, elle a parcouru son cycle, elle a atteint la vieillesse et la décrépitude. Elle ne peut plus remplir sa fonction de pourvoyeuse de l'humanité, et si d'elle ne pouvait naître une société nouvelle, il faudrait désespérer de l'avenir. Mais, fidèle à la grande loi qui préside à nos destinées, la société capitaliste, comme les sociétés ancêtres, a développé et nourri dans son sein, à son insu, un enfant qui prendra sa place quand la mère, qui se débat dans les affres de l'agonie, aura rendu le dernier soupir.

Et cet enfant, qui ne le reconnaîtra ? Déjà, on en distingue, on en palpe tous les membres et tous les organes ; il respire, son cœur bat. La mère, qui doit mourir de cet enfant, voudrait l'étouffer dans son sein, et, avec rage, avec désespoir, elle se laboure les flancs, elle se déchire les entrailles, elle se fait d'horribles blessures, son sang coule à flots ; mais elle n'affaiblit qu'elle-même, et l'enfant, parce qu'il est le seul espoir du monde, naîtra.

Le capitalisme, dans le court espace d'un siècle et demi, a transformé radicalement la vie économique de l'humanité. Par une succession rapide d'étapes, il a pris l'outil et il en a fait la machine ; il a pris l'atelier et il en a fait l'usine. Nous voici au trust et au marché mondial. Encore un pas et nous sommes au socialisme. La marche en arrière est impossible et la marche en avant ne peut nous conduire ailleurs.

Le capitalisme a créé et engendré tous les organes d'une vie sociale nouvelle, il ne peut plus empêcher cette vie de se développer et de grandir, et cette vie lui crie : Place à la jeunesse, à la force, à l'avenir ; à chacun son tour de régner sur le monde.

Le capitalisme est mort, vive le socialisme !

Le capitalisme a amené le travail et l'instrument à un degré de productivité prodigieuse, il a été un agent de progrès merveilleux ; mais ce progrès ne peut produire ses effets et soulever l'humanité au-dessus de sa misère, parce qu'il est retenu encore par un lien puissant aux institutions du passé. Les biens socialisés, par leur nature, leur usage et leur destination, sont restés la propriété individuelle d'un petit nombre. Travail social, outillage social, productivité, efficacité, sont, par la propriété privée, tournés contre la société. Ce qui pourrait être un bienfait et une source de bonheur est une malédiction. Comme un ballon captif, l'organisme social n'attend que le coupage de cette amarre pour s'élever. Le ballon, plein de force et de vie, roule et s'agite au bout de ses chaînes, écrasant tout autour de lui, mais les capitalistes ne cessent de lui donner du gaz et les amarres craquent, elles vont bientôt se rompre, et le ballon va s'élever radieux et splendide, emmenant bien haut dans le ciel la nacelle humaine.

La propriété privée ne peut tenir longtemps contre l'immense poussée de socialisation qui entraîne l'humanité, et quand ce boulet sera échappé, l'admirable instrument que nous avons forgé pourra enfin remplir la fonction pour laquelle il a été créé et qu'il est apte à remplir : Pourvoir aux besoins des hommes et chasser la misère. Nous avons ce qu'il faut pour être heureux, il ne s'agit que de savoir s'en servir.

## L'ORDRE

Tout dans l'univers est affaire d'ordre, de mesure et de proportions. Entre le bien et le mal, entre l'utile et le nuisible, entre ce qui vivifie et ce qui tue, entre ce qui sauve et ce qui perd,

il n'y a qu'une différence de quantité ou de degré. Ce qui donne la vie peut donner la mort. L'eau et le feu, l'humidité et la chaleur, qui sont des éléments essentiels à toute fécondité, sont aussi des agents de destruction. L'eau, répandue avec mesure et uniformité, est bienfaisante ; la même quantité d'eau, qui pourrait féconder un champ en humectant toutes ses parties, peut, si elle est mal distribuée, en détruire une partie par l'inondation et l'autre par la sécheresse. Trop d'eau noie, pas assez dessèche, vérité de Lapalice qu'il est nécessaire de rappeler. L'alimentation du corps doit être réglée et mesurée ; l'excès comme l'insuffisance de nourriture fait mourir. L'exercice et le repos, si salutaires, exagérés, produisent l'épuisement. Il faut que chaque chose soit en son temps et en son lieu ; il faut que le sang coule dans toutes les veines, que chaque planète évolue dans son orbite. C'est la loi universelle de l'ordre. Tout manquement à cette loi produit des catastrophes.

Or, c'est contre cette loi que notre société pêche. Ayant appris à produire la richesse, elle ne sait pas s'en servir. De son sein fécond la richesse sort comme d'une source inépuisable, mais elle n'a ni drainé, ni canalisé son sol pour la répandre ; il n'y a que des trous et des barrages, et cette manne, qui pourrait être bienfaisante, devient cause de misère et de ruine. Il n'y a pas d'ordre, de mesure, ni de proportions. Nous sommes parvenus à la socialisation complète du travail et de l'industrie, qui fécondent et multiplient la production, mais nous avons conservé la propriété privée, qui la stérilise et l'étouffé.

### CE QU'IL FAUDRAIT FAIRE

Je conclus en disant que l'état de marasme, de dépression et de paralysie où nous sommes, qui n'est pas une crise passagère, mais un état permanent, ne pourra être changé qu'en sortant

des voies qui nous y ont conduits. Il faut briser les cadres qui se sont constitués, qui maintiennent une moitié de l'humanité perpétuellement enfermée dans les cités comme des troupeaux dans des bergeries trop étroites, et l'autre moitié éparpillés dans des espaces immenses, sur des territoires à peine cultivés. Une moitié souffre d'isolement et l'autre d'étouffement ; une moitié manque d'air et de soleil, l'autre de vie sociale. De cette division résulte une perte immense, parce que la terre et les bras ne sont pas à moitié utilisés.

Il faut retourner à la terre, mais pas à la terre aride, isolément, avec une poche de farine et une hache sur son dos. Cela ne changerait rien à l'état misérable des uns et des autres. Il faut retourner à la bonne terre, par groupes, armés de tous les progrès modernes, pour tirer de son sein, avec le moins de peine, l'abondance qu'elle renferme.

Il faut donner aux citadins les avantages de la campagne et aux campagnards ceux de la ville. Ces deux groupes, indispensables l'un à l'autre, comme l'homme et la femme, ne doivent pas être deux camps isolés et ennemis ; ils trouveront plus de joie, de confort et de bonheur dans un ménage uni que dans un perpétuel divorce.

Pour cela, il faut décentraliser et réorganiser la vie économique et sociale. Il faut créer des établissements mixtes, à la fois industriels et agricoles, pouvant vivre de leurs propres ressources, ou presque, produire tout ce qu'ils consomment qu'ils peuvent produire et consommer tout ce qu'ils peuvent de ce qu'ils produisent, se faisant indépendants des marchés, ayant toujours du travail à donner et toujours des acheteurs pour leurs produits, puisqu'ils seraient eux-mêmes à la fois producteurs et

consommateurs ; supprimant tous les intermédiaires et allégeant les objets de leur consommation de tous les frais et faux-frais, manutentions, transports, pertes, usure et profits sans nombre que comporte le mode actuel d'échange. Il faut mettre les champs à la portée de la main-d'œuvre et la main-d'œuvre à la portée des champs. Il faut utiliser le travail et le sol perdus et employer à des travaux profitables les milliers de bras qui s'occupent à des besognes inutiles.

Et pour cela il faut abolir le profit, qui prend tous nos soins afin de pouvoir travailler pour nous-mêmes. Tant que le profit existera nous ne penserons qu'à lui. Le bien public, que nous avons sans cesse sur les lèvres, est un mot creux, tous nos actes sont pour le profit. Le profit est un jeu de hasard, et une passion, comme la roulette et le baccarat ; la terre est un immense Monte-Carlo. Chance et malchance, veine et déveine, tricherie, gains, pertes, folie, suicide, sont des termes communs à la vie courante et au tapis vert. Nous avons fait de notre vie entière un coup de dés, une partie de poker, où les dés sont chargés et les cartes truquées. Les affaires du monde sont conduites par une bande de joueurs affolés. Il faut briser cette roulette maudite qui fait danser aux hommes la sarabande. Il faut guérir cette fièvre qui obscurcit la raison. Le profit est l'ennemi du genre humain, et comme la source du profit est la propriété privée des choses nécessaires à la vie commune, il faut plonger le scalpel au plus profond des entrailles de la société pour aller en couper les racines. Cette opération fera couler du sang, mais la vie de la malade en dépend, le salut du monde est là.

Il n'y a pas d'autre moyen de mettre fin à la crise.





# À propos de l'UCL

L'Union communiste libertaire (UCL) est une organisation de militants et de militantes provenant de divers mouvements de résistance, qui s'identifient à la tradition communiste dans l'anarchisme et qui ont comme objectif commun une rupture révolutionnaire avec l'ordre établi. Notre activité est organisée autour du développement théorique, de la diffusion des idées anarchistes et de l'intervention dans les luttes de notre classe, que ce soit de façon autonome ou par le biais d'une implication directe dans les mouvements sociaux.



Au plan théorique, l'UCL s'identifie aux principes communistes libertaires et s'appuie sur les bases théoriques de cette tradition particulière. Au plan tactique, nous préconisons l'implication dans les luttes sociales dans une perspective de radicalisation des mouvements sociaux et de construction de contre-pouvoir.



*Cause Commune*, le journal de l'UCL, est un porte-voix libertaire dans les luttes sociales et les quartiers. À cheval entre le tract et l'organe de presse plus élaboré, c'est un outil souple, peu coûteux, adapté aux besoins d'aujourd'hui. Il permet à des collectifs bien implantés, comme à des militantes et des militants isolés, de faire un travail d'information et de sensibilisation à grande échelle. Le journal sort six fois par année et est diffusé gratuitement à 3500 exemplaires.

---

[www.causecommune.net](http://www.causecommune.net)

À travers la publication de livres et de brochures, les Éditions Ruptures souhaitent contribuer à faire connaître l'histoire, les idées et les pratiques communistes libertaires. Elles visent également à assurer une diffusion aux textes produits par l'Union communiste libertaire (UCL) et par ses membres.

Les Éditions Ruptures  
UCL a/s E.H.  
55051, CP Langelier  
Québec (Qc) G1K 9A4



[ucl@causecommune.net](mailto:ucl@causecommune.net) - [www.causecommune.net](http://www.causecommune.net)

---

*Prochain titre à paraître aux Éditions Ruptures...*

**Marc-André Cyr**

LA PRESSE ANARCHISTE  
AU QUÉBEC

(1976-2001)

(Réédition prévue pour l'été 2010)



**Le profit est l'ennemi du genre humain, et comme la source du profit est la propriété privée des choses nécessaires à la vie commune, il faut plonger le scalpel au plus profond des entrailles de la société pour aller en couper les racines. Cette opération fera couler du sang, mais la vie de la malade en dépend, le salut du monde est là.**

**Il n'y a pas d'autre moyen de mettre fin à la crise.**

**- Jean Valjean, Montréal, 1922**

**Des hommes et des femmes se sont battus pour transformer radicalement le monde, non pour l'aménager pour le bénéfice d'une classe et d'un pouvoir.**

**Parmi eux, Jean Valjean semblait un parfait inconnu, à peine cité par quelques chercheurs et universitaires. Mais un inconnu suffisamment séduisant pour tenter d'identifier sa trace et découvrir ses écrits ou ses prises de position.**

**- Patrick Tillard, Montréal, 2010**

